

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tous ceux qui ont adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, maison Dussaux, n^o 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAIS ET AFFICHES . . . 10 cop. la ligne.
RECLAMES . . . 25
FAITS DIVERS . . . 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n^o 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LANGWITZ, ci-devant N. KYMBEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinosslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BARRENTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n^o 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	1 ^{re} ann.	2 ^e ann.	3 ^e ann.
En ville	5 r. 50 k.	10 r. 00 k.	15 r. 00 k.
En province	6 r. 00 k.	11 r. 00 k.	16 r. 00 k.
En Russie	7 r. 00 k.	12 r. 00 k.	17 r. 00 k.
En Europe	8 r. 00 k.	13 r. 00 k.	18 r. 00 k.
En Asie	9 r. 00 k.	14 r. 00 k.	19 r. 00 k.
En Afrique	10 r. 00 k.	15 r. 00 k.	20 r. 00 k.
En Amérique	11 r. 00 k.	16 r. 00 k.	21 r. 00 k.

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres à: Prazmone rasen Journal de St-Petersbourg, Maximilianovskij pereyok, n^o 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 3 mars.

CORPS CONSULAIRE ÉTRANGER. *Mirza-Mahmoud* a obtenu son exéquatur en qualité de

consul de Perse à Astrakhan. (Gazette du sénat.)

Le Bulletin des lois publie les statuts: 1^o de la Société anonyme en participation pour la navigation de touage sur la Moskwa, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 23 janvier 1873; 2^o de la Banque de Commerce de Kozlov, ap-

prouvés par le ministre des finances le 13 février.

BREVET de 10 ans à l'ingénieur des mines: conseiller d'Etat *Mathieu Ivanov*, pour des appareils de gaz à chauffer les moteurs à vapeur. (Idem)

Bilan de la Banque de l'Etat au 1^{er} mars 1873.

ACTIF.	PASSIF.
I. Compte du fonds d'ange et des billets de crédit.	
1 ^o Encaisse métallique: Or . . . 186,580,616 27	1 ^o Billets de crédit en circulation . . . 764,169,451
Argent . . . 9,673,726 56	
Obligations du Trésor . . . 198,083,055 77	
Billets du 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 % . . . 1,838,712 94	
2 ^o Découvert du trésor pour les billets de crédit . . . 566,086,395 23	
	764,169,451
II. Compte des opérations commerciales.	
1 ^o Caisse: Or et argent en espèces et en lingots . . . 3,300,451 29	1 ^o Capital de fondation . . . 20,000,000
Billets de crédit, à 4 %, etc., etc. . . 20,167,376 38	2 ^o Capital de réserve . . . 3,000,000
2 ^o Effets escomptés . . . 3,198,424 01	3 ^o Comptes courants à intérêts . . . 43,143,738 22
Garantie des comptes spéciaux en effets . . . 3,594,044 96	4 ^o Compte courant du Trésor et des autres administrations . . . 9,653,975 17
3 ^o Encaisses de fonds publics . . . 4,720,988 27	5 ^o Dépôts à intérêts de la Banque de l'Etat: à 3 % . . . 25,925,034 12
4 ^o Avances sur marchandises . . . 20,000	à 4 % . . . 3,332,169 60
5 ^o d'actions et obligations . . . 3,831,183 74	à 4 1/2 % . . . 8,777,612 83
6 ^o d'actions et obligations . . . 1,205,317	
7 ^o Effets en souffrance . . . 4,686 25	6 ^o Intérêts dus aux déposants de la Banque de l'Etat . . . 6,710,045 50
8 ^o Obligations en souffrance . . . 45,780	7 ^o Comptes courants spéciaux . . . 3,713,594 62
9 ^o Valeurs publiques appartenant à la Banque . . . 6,304,788 65	8 ^o Billets à ordre . . . 20,514,324 46
10 ^o Dépôts en garde (or et argent) (b) . . . 1,690,445 84	9 ^o Sommes diverses portées sur le compte transitoire . . . 5,703,285 27
11 ^o Capital des succursales . . . 9,950,000	10 ^o Compte courant avec les succursales . . . 28,658,980 82
12 ^o Dépenses d'administration de la Banque, secours, et autr. . . 129,436 61	11 ^o Intérêts perçus sur les opérations . . . 883,831 42
13 ^o Divers . . . 955,153 12	12 ^o Récompense de l'année 1872 . . . 116,082 80
14 ^o Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages . . . 5,057,414 75	13 ^o Profits en garde (or et argent) (b) . . . 1,660,445 84
15 ^o Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages . . . 2,343,313 38	14 ^o Profits opérés sur les opérations de l'année 1872 . . . 6,391,287 26
16 ^o Sommes dépensées par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation (a) . . . 124,158,406 92	15 ^o Comptes courants sans intérêts . . . 6,391,287 26
	16 ^o Sommes de la 3 ^e émission des billets de Banque à 5 % assignés pour l'amortissement . . . 2,590,411 59
	189,651,788 17
III. Liquidation des anciens établissements de crédit.	
1 ^o Dette du trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit . . . 3,155,979 88	1 ^o Intérêts dus aux déposants des anciens établis. de crédit . . . 4,997,490 36
2 ^o Capital de la dette hypothéquée des particuliers aux établissements de crédit (payable en annuités de 15 à 37 ans) . . . 108,884,087 26	2 ^o Dépôts à intérêts reportés des anciens établis. de crédit . . . 130,437,007
3 ^o Dette amortissable sur les annuités de l'opération du rachat . . . 304,515,945 23	3 ^o Billets de la Banque de l'Etat à 5 % . . . 231,165,100
4 ^o Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothéquée . . . 8,541,422 24	4 ^o Annuités de l'opération du rachat . . . 14,938,428 57
5 ^o Dette spéciale provenant des avances faites sur l'opération du rachat . . . 3,651,050	5 ^o Sommes reçues pour compte des anciens établis. de crédit . . . 2,662,842 13
	6 ^o Intérêts perçus pour le compte du Trésor . . . 6,576,365 75
	7 ^o Comptes de la Banque de l'Etat avec les anciens établissements de crédit en liquidation (a) . . . 124,158,406 92
	8 ^o Profits et pertes de la liquidation des anciens établissements de crédit . . . 19,304,601 89
	9 ^o Compte avec les directions de l'assistance publique et autres établissements de crédit . . . 2,040,364 56
	10 ^o Sommes assignées pour le paiement des billets de Banque à 5 0/0 et des coupons, 1 ^{er} et 2 ^e émission . . . 3,882,540 36
	428,751,437 61

(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 310,028,151 r. 45 c.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. Exc. le feldmaréchal prince Bariatinsky est parti le 1^{er} mars pour l'Italie. (Gazette de la Bourse.)

— Le bruit court, dit la Voix, qu'on a procédé au ministère de la justice à l'élaboration d'un projet d'une société des mandataires privés, qui auront le droit, comme les avocats assermentés, de plaider en justice.

— On communique au même journal, à titre de bruit, que le ministère de la justice s'occupe actuellement de l'examen des rapports reçus des gouverneurs généraux de la Sibirie orientale et occidentale au sujet du projet de la réforme judiciaire, à introduire, dit-on, dans ces provinces l'année prochaine.

— Nous lisons dans la Voix:

« La construction du chemin de fer de Poti à Tiflis est revenue, on le sait, très cher, ce qui n'empêche pas que l'exploitation de cette ligne rencontre de grandes et incessantes difficultés. On nous écrit de Paris que les chemins de fer n'a pas été une bonne affaire pour le trésor, elle aurait été par contre très profitable aux concessionnaires, c'est-à-dire à MM. Pawr et à ses associés, M. de Laguerrière, M. Genty, directeur du journal la France, et un certain M. Meunier.

LIVRES NOUVEAUX.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PETERSBOURG.)
VIE DE QUATRE GRANDS CHRÉTIENS FRANÇAIS par M. Guizot.

C'est la coalition, sinon la fusion de tous les chrétiens que prêche l'auteur en présence d'une école philosophique qui, soit qu'elle rejette, soit qu'elle admette la valeur morale du christianisme, n'y voit qu'un fait humain, né en vertu des lois naturelles. Il veut unir les Eglises catholique et protestantes dans un même sentiment de danger devant l'ennemi commun.
Dans une pensée de pieuse conciliation M. Guizot a cherché aux plus belles époques de l'histoire religieuse quelques-uns de ses glorieux représentants pour les offrir comme un exemple de l'unité du christianisme, au sein de ses plus éclatantes diversités. Saint Louis et saint Vincent de Paul dans le catholicisme français, Calvin et Duplessis-Mornay parmi les protestants, servent successivement à l'auteur pour développer sa thèse religieuse.

L'austérité de la forme et la rigidité de la pensée sont recouvertes d'un vernis de froide gravité. En le lisant, on croit à tout moment éprouver une sensation comme si l'on gravissait quelque haute montagne neigeuse; la route est longue et pénible et le froid vous enveloppe dans les espaces déserts. Mais à mesure que l'on monte, la vue s'étend et découvre de vastes horizons et des plaines silencieuses. On ne saurait vivre sur ces hauteurs arides; on frissonne, on admire et l'on se hâte de redescendre avec un sentiment de satisfaction, heureux d'avoir accompli l'ascension et de n'avoir pas à la recommencer. C'est avec cette double impression que nous allons rendre compte de l'ouvrage que vient de faire paraître M. Guizot. Le style, dans son ampleur rigide, manque

d'harmonie; il y a telle page marquée au coin d'une élégance recherchée qui tranche sur le ton uniforme de l'écrit. Des paysages brillants font pour exciter la discrète admiration d'un public d'élite, convié pour en entendre la lecture dans quelque cercle privilégié, détrement l'effet de l'ensemble, et enlèvent le caractère de sévère unité qui doit présider aux écrits de ce genre. Une mosaïque florentine enluchée dans une lourde boiserie de chêne ne présenterait pas un contraste plus sensible.

Ces réserves faites, entrons résolument dans ce treizième siècle, aventureux et croyant, amoureux des hauts faits, et offrant des péripéties si soudaines d'élévation et d'abaissement d'empire et de destinées humaines, qu'on pourrait l'appeler le roman de l'histoire. Le christianisme, après avoir traversé et vaincu le monde païen, se retrouvait une seconde fois en présence d'une civilisation étrangère et d'un culte ennemi. Mystique et guerroyant, sauvant les âmes et faisant périr les corps, prêchant le renoncement et promettant des royaumes aux soldats heureux d'outre-mer, la religion était alors toute puissante. Elle marquait les esprits de son sceau, exaltant et purifiant les purs; endurcissant les farouches; avec des côtés si multiples qu'elle touchait à tous les intérêts de la vie, parlait à tous les sentiments, répondait à tous les besoins de l'âme. Après avoir converti les rois et les grands, rempli les cloîtres, poursuivi le démon dans les réduits humains où il cherchait refuge, elle voulait combattre au grand jour et sur un théâtre plus vaste. Les croisades se succédaient pareilles à des émigrations d'âmes. Précher une guerre sainte c'était absoudre d'avance les instincts de rapine, le goût des aventures, l'amour du changement, l'impatience du présent. La puissance de domination universelle et d'expansion violente, qui

est un des traits du catholicisme à cette époque, apparaît en tout. L'ordre de Saint-Dominique, institué pour convertir les hérétiques, aboutissait à l'inquisition. Seul, Louis IX échappa à la tentation du mal, à l'alliage du terrestre avec l'élément divin.

Il semblerait que, par une mystérieuse intervention, il y ait eu échange d'âme entre saint Louis et sa mère, la régente qui gouverna avec tant de sagesse habillée pendant la minorité du roi. Elle, intelligence virile, esprit ferme, politique et ambitieuse, sans attendrissement et sans vains retours sur soi-même; lui, d'une sensibilité profonde, inquiet, ardent, tendrement héroïque, avec une piété passionnée et qui tenait quelque chose de la sombre dévotion espagnole.

Déjà on commençait à se lasser de croisades; l'inertie du se glissait lentement parmi ce troupeau d'âmes qu'on envoyait à la conquête d'un sépulchre. Mais Louis IX n'était pas de son siècle. Martyr de l'idéal chrétien, il vivait dans ses rêves de perfection. Mon royaume n'est pas de ce monde, semblait-il dire, en se retirant de toutes les fêtes de sa cour et de son âge, et en se renfermant dans les pures joies de la vie de famille. Mais là encore, son cœur, altéré de paix, ne trouvait pas le repos.

Sa mère avait désiré son mariage avec Marguerite de Provence, et avait elle-même désigné cette princesse à son choix; mais à peine le vit-elle marié qu'elle devint jalouse de l'affection et de l'influence de sa belle-fille: « Les duretés que la reine Blanche fit à la reine Marguerite furent telles, dit Joinville, que la reine Blanche ne voulait pas souffrir, autant qu'elle le pouvait, que son fils fût en compagnie de sa femme, si ce n'est le soir quand il allait coucher avec elle. Les logis lui où il allait le plus de demeurer, pour le roi et la reine, c'était à Pontoise, parce que la chambre

du roi était au-dessus et la chambre de la reine au-dessous. Et ils avaient si bien accordé leurs affaires qu'ils tenaient leur parlement dans un escalier tournant qui descendait d'une chambre dans l'autre; et ils avaient leurs affaires si bien arrangées que, quand les huissiers venaient venir la reine-mère dans la chambre du roi son fils, ils frappaient la porte de leurs verges, et le roi se venait couvant dans sa chambre pour que sa mère l'y trouvât; et ainsi faisaient à leur tour les huissiers de la chambre de la reine Marguerite quand la reine Blanche y venait.

Une fois le roi était auprès de la reine sa femme, et elle était en très grand péril de mort parce qu'elle était blessée d'un enfant qu'elle avait eu; la reine Blanche vint là et prit son fils par la main et lui dit: « Venez-vous en; vous ne faites rien ici. » Quand la reine Marguerite vit que la mère emmenait le roi, elle s'écria: « Hélas! vous ne me laissez voir mon seigneur, ni morte ni vive. » Alors elle se pâma, et l'on crut qu'elle était morte, et le roi, qui crut qu'elle se mourait, revint, et à grand-peine on la remit en état. » (1)

Louis consolait sa femme et supportait la jalousie de sa mère. Entre les plus nobles âmes et dans les plus heureuses vies, il y a des plaies qu'on ne peut pas guérir et des tristesses qui font accepter silencieusement, ajoutée avec une mélancolique résignation M. Guizot.

Malgré une sainte languissances, affaibli par de secrètes mortifications, un ordre invariable de prières et une longue suite de privations réglaient son existence. Au milieu de la nuit il se jetait à genoux, touchant les dalles de la tête, et laissant descendre le sang au point de l'éblouir et de le faire tomber sans connaissance. Il avait des extases, et croyait entrer

(1) Joinville, chap. CXIX, édition de M. de Wailly.

Graines de lin et de chanvre, pouds	2,417,521	2,311,949
Huile de lin et de chènevis	5,553	18,160
Beurre	237,401	144,059
Espirit de vin et eau-de-vie	499,325	653,156
Miel et mélasse	57,351	56,735
Tabacs	130,600	154,861
Bêtes à cornes	66,594	56,413
Moutons et brebis	467,151	623,415
Chevaux	10,632	12,784
Suif	931,976	649,601
Lin	9,015,049	7,238,838
Etope de lin	929,766	775,529
Chanvre	3,651,924	3,790,069
Etope de chanvre	89,881	100,976
Fils de lin et de chanvre	283,474	504,413
Cuir non corroyé	139,714	220,886
Cuir corroyé et troussé	23,639	34,383
Os	865,664	1,015,537
Laines brutes	1,026,689	1,304,227
Soies de porc	95,607	111,859
Criennes de cheval	43,456	43,731
Potasse	448,996	303,860
Fer	262,714	476,522
Chivre	992	91,072
Chiffons	658,018	621,226
Corderie	190,278	294,284
Brabant, raveduch et toile à voiles	15,321	15,193
Pièces	3,370,854	7,592,251
Grosses toiles, arch.	8,771	16,956
Tissus, pouds, arch.	123,636	287,725
Bois, rouds	14,026,284	22,574,583
Pelleries, pouds	49,428	80,825

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 2 mars 1873:

	Sexe masc.	Sexe fémin.	Total.
Malades au 1 ^{er} mars	76	56	132
Cas nouveaux	8	2	10
Guérisons	6	6	12
Décès	—	—	—
Il restait en traitement au 2 mars	78	58	136
Total depuis l'apparition de la variole du 1 ^{er} avril 1872 au 2 mars 1873:	3339	1909	5248
Cas, guérisons, décès	2192	1159	3351
Décès	1089	666	1755

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

Nous avons déjà communiqué à nos lecteurs, dans notre n^o 52, quelques renseignements sur le projet de la réforme militaire. Nous croyons satisfaire à l'intérêt général en publiant aujourd'hui de plus amples détails à ce sujet, que nous empruntons au Monde russe et qui n'ont pas été encore publiés dans d'autres feuilles.

La défense du pays se trouve assurée, d'après le projet, par l'armée permanente et la milice nationale, appelée, dans des occasions particulièrement importantes de guerre, par des manifestations spéciales du Souverain.

La force armée régulière se compose de l'armée de terre et de l'armée de mer.

1^o L'armée de terre comprend:

a. L'armée complète par des recrutements annuels dans tout l'Empire.
b. La réserve de l'armée, servant à compléter celle-ci pendant la guerre et composée d'hommes congédiés du service actif avant le temps prescrit.

c. Les cosaques.

d. Les troupes composées de sujets russes de race étrangère conformément aux prescriptions spéciales.
2^o L'armée de mer consiste, comme celle de terre, en corps actifs et en réserve de marine.

Le nombre d'hommes nécessaires pour compléter l'effectif de l'armée de terre et de mer sera fixé chaque année par la voie législative, sur la proposition du ministre de la guerre, et communiqué au sénat pour être publié.

L'appel sous les drapeaux et la répartition des recrues se feront dans toutes les localités, à

l'exception de la Sibirie, du 1^{er} novembre au 15 décembre et en Sibirie — du 15 octobre au 31 décembre.

Seront appelés annuellement au service militaire tous les hommes qui, l'année précédente à celle de l'appel, auront atteint l'âge de vingt ans.

Les recrutements au service militaire se font au sort. Les personnes ayant une fois tiré au sort et non soumises, d'après le numéro tiré, au service obligatoire dans l'armée permanente, sont inscrites dans la milice.

Les jeunes gens remplissant les conditions d'instruction prescrites ont la liberté de faire le service militaire en qualité de volontaires.

Neseront pas admis à tirer au sort ni au service militaire, les hommes ayant perdu ou devant, par condamnation, perdre tous leurs droits civils ou tous les autres droits et privilèges spéciaux personnels ou attachés à leur état.

De la durée du service dans l'armée permanente. — La durée générale du service dans l'armée de terre est de quinze ans, dont: six ans dans l'armée active, et neuf ans dans la réserve.

Ces termes sont réduits, soit par des congés temporaires, soit par une réduction du service dans la réserve, conformément aux prescriptions suivantes:

1^o Tous les soldats, à l'exception de ceux désignés ci-dessous aux §§ 2 et 3, après cinq séjours au camp, reçoivent un congé temporaire pour la dernière année du service actif.

2^o Les soldats de cavalerie, de l'artillerie à cheval et les gardes frontières, de même que les musiciens militaires et les infirmiers de toutes armes, qui n'ont pas eu de congé temporaire, restent dans la réserve une année de moins, c'est-à-dire huit ans.

3^o Les sous-officiers laissés dans l'armée active pour le terme entier de six ans, restent dans la réserve deux ans de moins, c'est-à-dire sept ans en tout.

4^o Les individus inscrits dans les troupes de la circonscription militaire du Turkestan, de même que dans les troupes des territoires de Semipalatinsk, du Transbaikal, de Yakoutsk, de l'Amour et de la province maritime restent sept ans au service actif et deux ans dans la réserve.

Généralement la durée du service dans la marine est fixée à neuf ans, dont sept ans au service actif et deux ans dans la réserve.

Les militaires en congé temporaire peuvent être rappelés au service actif à tout moment. Les hommes de la réserve ne sont appelés au service actif qu'en temps de guerre; en temps de paix ils peuvent être appelés à prendre part à des rassemblements de courte durée pour l'exercice ou pour le contrôle, lesquels d'ailleurs ne peuvent avoir lieu que deux fois au plus pendant la durée du service dans la réserve.

Les individus entrés au service militaire continueront à faire partie des communes auxquelles ils appartiennent avant l'entrée au service et conservent pendant toute la durée de celui-ci tous leurs droits civils personnels et de fortune, de même que tous les droits de leur classe, sauf les restrictions prescrites par les règlements militaires.

Les personnes payant des droits personnels sont affranchies, pour toute la durée de leur service militaire, du paiement de toute espèce de redevances tant en argent qu'en nature.

Les militaires en congé temporaire et ceux de la réserve jouiront des droits de leur état sans restriction aucune, de même que de ceux acquis au service, et sont soumis aux lois civiles générales. Ils ont la liberté d'entrer tant au service de l'Etat que dans tout autre service public conformément aux lois générales, mais l'avancement qu'ils pourraient obtenir dans les rangs civils ne leur donne pas le droit, à leur rentrée au service militaire, à un grade supérieur à celui qu'ils avaient lors du congé.

Les hommes de la réserve appelés sous les drapeaux et qui sont au service de l'Etat, con-

frayer des devoirs, des lutes, des duretés du siècle. La royauté terrestre agrandie par des spoliations et des guerres injustes; la royauté du Christ affermie par les massacres des Albigeois dont le sang humectait encore la terre, toutes ces idées funèbres devaient le poursuivre dans ses heures solennelles de méditation sur la croix. En Espagne, terre de sa mère, en France, son pays natal, le sang des Maures, celui des hérétiques avait coulé dans des guerres religieuses qui avaient été des guerres civiles. Si Dieu exigeait des sacrifices pareils, mieux valait porter l'extermination chez les infidèles. Cette guerre lointaine bénie en son double but de conquête et de conversion s'offrait à lui comme une mission armée, une prédication invincible. Sa douloureuse conscience entrevoyait dans une nouvelle croisade un apaisement et comme une expiation à des crimes qui n'étaient pas les siens.

Les nouvelles d'Orient devenaient de plus en plus menaçantes; la Terre-Sainte avait été envahie; Jérusalem était au pouvoir des hordes barbares; cinq cents templiers, tout ce que l'ordre et comptait de chevaliers, avaient péri dans ces combats. C'est alors que saint Louis résolut la nouvelle croisade. Un enthousiasme moins téméraire, une prudence plus mondaine auraient reculé devant un tel dessein dans un pareil moment. Mais il n'obéissait point à des motifs humains.

servent le droit de reprendre, lors de leur congé du service militaire, le poste qu'ils occupent en entrant dans l'armée.

Les individus qui sans excuse légale ne se sont pas présentés pour l'époque prescrite pour le service ou pour les rassemblements d'exercice ou de contrôle, et ceux qui se sont rendus coupables de crimes et délits commis dans les rassemblements, seront jugés par les tribunaux militaires, lors même qu'ils seraient en congé temporaire ou dans la réserve. Dans les autres cas ils seront jugés par les tribunaux civils, d'après les lois générales.

Les militaires de la réserve en congé temporaire, appartenant à la classe des contribuables, sont affranchis de toutes prestations personnelles et de toutes réquisitions pécuniaires ou en nature, et tout militaire en congé temporaire ou en congé temporaire, les hommes se trouvant en congé temporaire, pendant toute la période de leur congé, et les hommes de la réserve, pendant une année depuis leur inscription dans la réserve, à la condition qu'ils auront été congédiés directement du service actif.

En cas de non-appréhension complète au service dans les rangs ou hors des rangs, par suite de maladie ou de blessures, les hommes du service actif ou de la réserve seront congédiés du service, après examen médical, rayés des listes de la réserve et munis d'un certificat constatant qu'ils ont rempli le service militaire.

Les soldats reconnus incapables de continuer le service pendant qu'ils se trouvent dans les rangs, impropres à aucun autre travail personnel, dépourvus de moyens d'existence, et n'ayant pas de parents qui consentiraient à s'en charger, recevront de l'Etat une pension de 3 r. par mois; ceux qui ne pourront se passer des soins, de tiers recevront une pension de 4 r. par mois, ou bien seront installés moyennant, cependant, dans les hospices et établissements de bienfaisance.

Les familles des hommes en congé temporaire et de ceux de la réserve appelés en temps de guerre au service de l'armée active — qui resteront, sans moyens d'existence, recevront de l'Etat une subvention de 3 r. par mois.

Les familles des hommes en congé temporaire et de ceux de la réserve tués ou disparus pendant la guerre, ou morts à la suite de blessures reçues dans les batailles, seront traitées, conformément aux prescriptions spéciales.

La milice nationale est composée de la population masculine, depuis l'âge d'appel au service jusqu'à 38 ans inclusivement. Tout homme de l'âge indiqué capable de porter les armes et non appartenant à l'armée permanente, fait partie de la milice, sans en excepter les individus congédiés de la réserve et de la marine.

Les miliciens (парники) se divisent en deux catégories: la première, destinée à renforcer et à compléter l'armée permanente en cas d'urgence ou de manque de la réserve, qui a la formation du corps de la milice comprendra les six premières classes d'âge; la seconde, destinée exclusivement à la formation du corps de la milice — toutes les autres classes d'âge, jusqu'à 38 ans inclusivement.

Le service des miliciens, tant dans les rangs des troupes permanentes que dans la milice, est temporaire, et cesse avec la guerre ou plus tôt si la milice devient inutile.

L'entretien des familles des miliciens appelés au service est à la charge des communes; quant aux familles des miliciens servant à compléter l'armée permanente, elles jouissent de bénéfices, perçus aux familles des hommes en congé temporaire et de la réserve.

Quant aux titres d'exemptions temporaires du service militaire et autres privilèges, le projet de la commission les divise en cinq catégories, en exemptions motivées: 1° par les défauts corporels; 2° par la situation de famille; 3° par les conditions de fortune; 4° par l'instruction; 5° par la vocation et la profession.

1. Défauts corporels. — Sont appelés à tirer au sort, mais sont exemptés, les hommes impropres au service par suite de défauts corporels indiqués dans une instruction spéciale aux commissions de recrutement pour l'armée de terre et de mer.

Les hommes non suffisamment développés sont rappelés au service militaire un an plus tard, et si passé cette année ils sont de nouveau reconnus trop faibles, l'entrée au service est remise à une année encore, à la condition que ces hommes soient reconnus propres au service.

II. Situation de famille. — Trois catégories de privilèges:

Première catégorie. 1° pour les ouvriers fils uniques dont le père ne peut travailler ou la mère est veuve; 2° pour les ouvriers frères uniques ayant un ou plusieurs frères ou sœurs orphelins; et 3° pour les ouvriers petits-fils ayant un grand-père ou une grand-mère n'ayant pas de fils ouverts.

Deuxième catégorie: pour les fils uniques ouvriers ayant un père ouvrier.

Troisième catégorie: pour les individus suivant d'après leur âge, immédiatement après leurs frères qui se trouvent au service actif ou morts à ce service.

Les individus jouissant de privilèges par suite de leur situation de famille ne sont désignés au service de l'armée de terre ou de mer que si, pour exécuter l'appel sous le drapeau d'un nombre déterminé, il manque d'autres hommes.

Les enfants adoptés avant d'avoir atteint l'âge de 10 ans ainsi que les beaux-fils du beau-père et de la belle-mère qui n'ont pas de fils, sont considérés comme des fils.

Sont considérés comme ouvriers dans la famille, les hommes depuis l'âge de 18 jusqu'à 55 ans à l'exception: a. de ceux complètement incapables de travail par suite de blessures ou de mauvaise santé; b. de ceux qui sont disparus depuis plus de 3 ans, et c. de ceux qui sont au service de l'armée de terre ou de mer.

Les individus ayant droit aux privilèges de première ou de deuxième catégorie, perdent ce droit du moment que, suivant déclaration du père ou de la mère, du grand-père ou de la grand-mère, du tuteur ou du curateur, ils ne sont pas le soutien de la famille.

Dans les familles, du culte mahométan, qui admettent la polygamie, tous les enfants du même père sont considérés comme frères et sœurs et fils unique; celui qui existe seul dans toute la famille du père.

Si dans une famille composée du père ou de la mère veuve avec des enfants, ou bien du grand-père ou de la grand-mère avec des petits-fils ou bien des enfants orphelins mineurs, — un membre de famille, ouvrier unique, viendrait à mourir ou manquera pour une cause quelconque, dans ce cas l'un des membres de cette famille se trouvant au service, serait congédié du service de l'armée effective, à l'exception toutefois du temps de guerre ou de l'époque des rassemblements de troupes.

Sur deux frères ayant tiré en même temps au sort, nés dans la même année et devant, d'après les numéros tirés, entrer tous les deux au service — celui qui a tiré le numéro supérieur est inscrit dans la milice et ensuite il est laissé aux frères la liberté d'échanger leurs numéros.

Dans chaque famille, un membre devant, d'après le numéro tiré, entrer au service militaire, ou se trouvant déjà à ce service, peut être remplacé, après entente à l'amiable, par le frère, pourvu que ce dernier ne doive pas lui-même être appelé au service, ne soit pas inscrit dans la réserve, et n'ait pas atteint encore l'âge de 26 ans. Le remplaçant doit faire le service tant dans les rangs que dans la réserve, pendant les termes entiers prescrits et le remplacé est inscrit, aussitôt après son congé du service, dans la milice. (A continuer.)

TRIBUNAL MILITAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE ST-PETERSBOURG.

PROCES DU CAPITAINE EN SECOND ERASTE KVNITSKY.

201189 Audience du 9 février.

(Suite du plaidoyer de M. Gerhardt.)

« Des l'abord, sans chercher à connaître ses antécédents, son caractère, on fait à Kvitnitsky une réception glaciale. Bien avant que se soient produits des comérages nés je ne sais dans quelle antichambre, on insinue qu'un officier qui a achevé ses études dans deux académies devrait servir dans un état-major, vu qu'il n'est pas propre au service dans les rangs. M. Kvitnitsky prouve le contraire. Il commande par infanterie la batterie et le fait de manière à satisfaire ses supérieurs. Tous les chefs le reconnaissent; seul un petit groupe d'officiers est d'un avis contraire. Ce groupe décide que Kvitnitsky doit se retirer, car ses membres ne veulent pas de lui pour camarade. On allègue pour cause son caractère difficile. Pourquoi donc les officiers de la 3^e batterie s'accommodaient-ils si bien de ce caractère, qu'on veut faire croire impossible? Mais ils ne se contentent point de l'éloigner de leur batterie, ils cherchent à lui faire quitter le service de l'artillerie montée de la garde en général. Qu'est-ce que cela signifie donc? »

« Personne n'a expliqué les raisons qui ont fait signer aux membres du tribunal d'honneur la lettre du 16 octobre. Tous ceux qui ont été interrogés se sont bornés à répondre: « nos camarades le voulaient ainsi! » Or, qui étaient ces camarades? C'étaient les officiers hostiles à Kvitnitsky: MM. Khebnikow, les deux Schatow, Stecherbinsky, Popow. Ils se montrent tous jour solidaires, ils parlent constamment au nom de tous les officiers. Vous les avez entendus déclarer: « horresco referens! » — que l'expression « déshonorer l'uniforme » peut se rapporter au costume et non à l'honneur d'un officier! Ce sont des officiers de la garde qui ont dit cela publiquement. »

Le défenseur entre ici dans des développements tendant à prouver que toute la conduite des cinq officiers qu'il a nommés était calculée de manière à forcer l'accusé à quitter l'artillerie montée de la garde. Il rappelle la proposition d'une rencontre collective faite à Kvitnitsky et dit que c'est là un fait incontesté dans les annales du duel.

En recherchant les causes de l'animosité de ces officiers contre M. Kvitnitsky, M. Gerhardt déclare qu'elle est née très incomplètement éclaircies par les réponses des témoins et pour suit ainsi:

« Voyons si la marche des événements ne nous indiquera point les causes de cette animosité. On se rappelle que Kvitnitsky était aimé de ses camarades de Varsovie, qui cependant eux aussi étaient des artilleurs. Au moment où le duel eut lieu, les officiers de la 3^e batterie se trouvaient à la garde, et c'est là qu'ils se rencontrèrent. »

Faisant baptiser à Saint-Denis un juif converti, le roi voulut que les ambassadeurs de Tunis assistassent à la cérémonie, et il leur dit ensuite: « Rappelez-vous à votre maître que je désire si fort le salut de son âme, que je voudrais être dans les prisons des Sarrasins pour le reste de ma vie et ne jamais revoir la lumière du jour, si je pouvais, à ce prix, rendre votre roi et son peuple chrétiens comme cet homme. »

Après avoir perdu beaucoup de temps à Chypre, les croisés firent voler vers l'Egypte. Leur premier fait d'armes fut un succès. Damiette, ville forte, tomba en leur pouvoir. Pendant le débarquement, une armée de Sarrasins couvrait le rivage. La galère qui portait l'oriflamme aborda la première; et quand le roi eut dit que l'enseignement de Saint-Denis était à terre, il traversa à grands pas son vaisseau, et malgré le légat, qui était avec lui, il ne voulait la laisser et s'avança dans la mer, où il fut dans l'eau jusqu'aux aisselles. Et il alla l'écu au col, le heaume en tête et la lance en main jusqu'à ses gens qui étaient sur le rivage. Quand il vit à terre et qu'il aperçut les Sarrasins, il demanda: « Quelles gens étaient, on lui dit que c'étaient des Sarrasins; il mit la lance sous son aisselle et l'écu devant lui, et il eut couru aux Sarrasins, si ses prêtres, qui étaient avec lui, l'eussent souffert. »

On resta à Damiette pour piller d'abord, ensuite pour partager le butin, et attendre de nouveaux croisés. Louis souffrait des douleurs qu'il ne pouvait réprimer, et il s'en expliquait avec une pieuse indignation à son fidèle Joinville: « On mit un mois pour franchir les dix lieues qui séparent Damiette de Mansourah. Les chrétiens entreprirent une digue qui de-

ment où il partait pour l'académie d'état-major, dans le but de compléter son éducation, ils lui firent donner, — lors d'un souper en son honneur, — la parole de revenir parmi eux. Il fut fidèle à la parole donnée. J'ignore ce qui se passa à l'académie, d'entrer dans l'état-major ou de revenir dans les rangs, mais dans tous les cas je suppose que cette dernière alternative ne présente point d'avantages bien marqués. Néanmoins Kvitnitsky est revenu et il vous a déclaré qu'il avait fait tout simplement parce qu'il aimait le service d'artillerie. Malheureusement il n'a pas pu rentrer dans la 3^e batterie; un autre officier, plus ancien que lui, s'était prévalé de son droit d'option. Il semblerait que les officiers de cette 3^e batterie dût être tout à fait semblable à celui de Kvitnitsky, dans un court espace de temps, trois officiers de la 3^e batterie viennent à achever leurs études à l'académie d'état-major, tandis que dans les batteries de St-Petersbourg, il ne se produit rien de pareil. Je m'abstiendrai de toute conclusion, je ne fais qu'indiquer la cause principale des relations qui s'établirent tout d'abord entre M. Kvitnitsky et ses nouveaux camarades. »

« Involontairement on commence à se laisser aller à la supposition que la vraie cause de toutes ces persécutions est une cause tellement étrange, tellement immorale, que je ne me permets même pas de l'indiquer plus clairement. Il a suffi d'ailleurs de poser la question de savoir si l'avancement dans la 3^e batterie montée est au même niveau que celui dans les batteries de St-Petersbourg, pour indiquer la voie dans laquelle il faut entrer pour chercher la solution de ce triste problème, pour expliquer pourquoi on s'opposait au passage de M. Kvitnitsky dans la 3^e batterie. Je crois que je n'ai rien dit de m'y appesantir davantage. Vous prendrez en considération tout ce qui a été établi jusqu'ici et quel que soit votre arrêt ces circonstances demeureront présentes au moment où vous le prononcerez et serviront, j'espère, à vous guider dans votre jugement. »

A ce point de son discours, M. Gerhardt demande la permission de se reposer un peu et l'audience est suspendue pour un quart d'heure.

La reprise de l'audience, le défenseur commence par établir la rapidité avec laquelle se succèdent les événements des 25 et 26 novembre. Il rappelle que la vindicte de ses anciens camarades avait poursuivi Kvitnitsky dans la 3^e batterie, considérée par lui comme une terre promise qu'il avait enfin réussi à gagner. La conduite de l'accusé s'explique par les événements. Kvitnitsky adresse sa provocation au colonel Khebnikow, parce que ce dernier s'est trouvé dans toutes les occasions à la tête de ses persécuteurs. Il ne pouvait commencer que par lui. A son refus, il s'adresse à Schatow 1^{er}, puis à Doppelmayr. Après le refus de M. Khebnikow, il attend avec une impatience fiévreuse, toute la journée du 25 novembre, les réponses que ses témoins doivent lui apporter de la part des autres officiers. Il ne pouvait avoir d'autre pensée que celle de la vengeance. La loi punit le duel, mais il est difficile de punir une provocation faite dans de telles circonstances. Vient la réponse évasive de Schatow 1^{er}, et c'est sous l'impression de cette réponse qu'a lieu le lendemain la rencontre de l'accusé avec le colonel Khebnikow.

Le défenseur croit inutile de rechercher si cette rencontre était vraiment fortuite ou non, l'accusé ayant déclaré de prime-abord qu'il n'avait pas rencontré par hasard son adversaire il l'aurait cherché partout et que l'issue de la rencontre aurait été la même. Il est impossible de soutenir qu'il y ait eu guet-apens. La rencontre a eu lieu sur un escalier bien éclairé; Kvitnitsky montait et Khebnikow descendait. Ils se sont trouvés face à face. Et d'ailleurs ce n'est pas ainsi que Kvitnitsky devait désirer frapper son adversaire. Il devait vouloir infailliblement que la collision eût lieu dans un endroit public, en présence de nombreux témoins. Son mouvement sur l'escalier fut irrésistible, indépendant de sa volonté. Il commence par demander à son adversaire s'il veut lui donner satisfaction, et, sur sa réponse négative, il frappe. La déposition de la femme du concierge, qui prétend avoir entendu d'abord les cris du colonel Khebnikow et puis la phrase de Kvitnitsky relative au duel, est suspecte. A l'instruction préalable, elle a déposé tout le contraire.

Le défenseur passe ensuite à la réfutation des arguments de l'accusation tendant à établir que l'accusé doit être considéré comme ayant porté des coups de sabre à son chef hiérarchique. Kvitnitsky ne faisait pas partie de la batterie commandée par le colonel Khebnikow et la différence de leurs grades n'est pas assez grande pour qu'on puisse, dans ce cas, procéder par analogie. La loi n'établit nul part qu'un officier subalterne se portant à des sévices contre un officier supérieur puisse être accusé de crime de lèse-discipline quand même l'officier supérieur n'est pas son chef immédiat. Si le législateur eût voulu qu'il en fût ainsi il l'aurait stipulé clairement; or, la loi est muette sur ce point. Le défenseur croit donc que, même en reconnaissant l'accusé coupable, la cour doit se borner à l'application de

la peine prévue par le § 2 de l'art. 1483 pour le fait de coups portés et l'art. 1499 pour le fait de provocation en duel. Il suppose en outre que si la cour ne trouve point possible de rendre un arrêt de non-culpabilité, elle se prévaudra de son droit de solliciter auprès du Souverain la grâce complète du condamné.

« Comme défenseur de l'accusé, poursuit M. Gerhardt, je crois avoir terminé ma tâche. Je ne crains pas pour lui, car je sais que son sort est entre les mains de juges impartiaux, ne ressemblant en rien à ceux dont la sentence a éclaté un jour sur la pauvre tête de Kvitnitsky. Mais le procès actuel a un autre intérêt, plus général. Il prouve l'immense supériorité des nouveaux tribunaux et de la publicité des débats. Un arrêt conforme à la justice aurait pu tout aussi bien être rendu par les anciens tribunaux, mais jamais la vieille manière de procéder à l'examen des procès n'aurait permis d'éclaircir l'affaire à un tel point et de mettre au jour certaines particularités regrettables, particulièrement qu'il importe à l'autorité compétente de faire disparaître. Pour Kvitnitsky, la publicité des débats s'est trouvée être la meilleure réfutation des calomnies sous le poids desquelles il a failli succomber et contre lesquelles il ne pouvait rien tant qu'elles ne l'avaient point amené sur le banc des accusés. »

« Quel que soit votre arrêt, messieurs de la cour, l'utilité des débats n'en sera pas moins établie par rapport à toutes les parties intéressées dans ce procès. Si M. Kvitnitsky sort condamné de cette enceinte, il n'en sortira pas moins la tête haute. D'autres, non condamnés, pourront-ils en faire autant? Au-dessus du verdict de la justice humaine il y a la loi de la conscience; la peine infligée par la loi sera toujours moins terrible que la voix de cette conscience, qui dit souvent même à un homme non condamné: « Tu es coupable! » Kvitnitsky devra se dire: « J'ai commis un crime, mais d'autres devront se dire dans leur for intérieur: « C'est nous qui l'y avons poussé! »

« LE SUBSTITUT MILITAIRE, dans sa réplique au défenseur, commence par convenir que les débats ont réussi à établir de la manière la plus complète la parfaite honorabilité de l'accusé. Ils ont prouvé que Kvitnitsky n'a fait en rien à sa dignité de militaire et d'officier. Ils ont en outre établi que Kvitnitsky a agi dans un état d'irritation très concevable. D'autres incidents des débats, il ressort qu'il y a eu de la part de certains officiers des actes irréguliers, des infractions aux règlements et aux lois militaires. Ces faits seront dûment appréciés et pris en considération par la cour, car il importe qu'à la veille d'une réforme qui va faire entrer dans l'armée, à titre de simples soldats, des hommes bien élevés, à l'amour propre très développé, tout ce qui peut affaiblir la discipline, tout ce qui peut diminuer le respect du soldat envers ses supérieurs hiérarchiques, soit écarté avec soin. »

Par rapport à ceux des officiers dont les actes n'appartiennent point à la catégorie des infractions évidentes constatées à la charge des autres, l'orateur demande que la cour ne s'en occupe pas et reproche au défenseur de s'être appuyé sur ce point. L'accusation reconnaît enfin l'existence de circonstances hautement atténuantes: « Un arrêt de non-culpabilité, — conclut M. le substitut, — ébranlerait la discipline; un arrêt affirmatif, accompagné de la résolution de solliciter une commutation de peine, ne l'ébranlerait en rien. »

Après une courte réplique de M. Gerhardt, dans laquelle le défenseur s'attache à prouver qu'il avait le droit de parler comme il l'a fait des ennemis de l'accusé, M. Kvitnitsky lui-même adresse à la cour une brève allocution, qu'il termine par les paroles suivantes:

« A l'heure qu'il est je suis dire, avec une conscience tranquille, que pour avoir aimé de toute mon âme le service militaire et l'arme spéciale de l'artillerie, j'ai été en tant pendant quatre ans à de véritables tortures morales. On m'a ravi la santé, on a failli me faire perdre la vie, et ce qui est bien plus précieux encore — l'honneur! Si la loi permet de défendre sa vie, peut-être elle le droit de défendre son honneur? J'ai été mis dans l'alternative d'une honteuse retraite ou d'une défense quand même; j'ai préféré ce second parti, et il m'a amené sur le banc des accusés! »

La cour s'est retirée, et, après une délibération de deux heures, a rapporté l'arrêt que voici, déjà connu de nos lecteurs.

« Par ordre de Sa Majesté, le tribunal militaire de l'arrondissement de St-Petersbourg, composé de: (suivent les noms);

« Ayant entendu le procès du capitaine en second de la 3^e brigade de l'artillerie montée de la garde Eraste Xénophonovitch Kvitnitsky, âgé de trente ans;

« Ayant reconnu ledit Kvitnitsky coupable d'avoir provoqué en duel le commandant de la 1^{re} batterie de la brigade de l'artillerie montée de la garde, colonel Khebnikow, et de lui avoir porté avec un sabre deux coups à la tête;

« Admettant des circonstances atténuantes: « Condamne l'accusé, le capitaine en second Eraste Kvitnitsky, à la perte de tous ses droits civils et à la déportation simple dans les provinces de la Sibirie occidentale, sans la sou-

mettre à la formalité infamante accompagnant la privation des droits;

« Arrête en outre: Vu le concours des circonstances qui ont poussé Kvitnitsky au crime qu'il a commis, le tribunal, conformément à l'article 838 du XXIV^e vol. du code militaire, sollicitera de Sa Majesté la grâce complète du condamné. »

Les débats judiciaires ayant démontré en outre des actes irréguliers à la charge du général-major Goubsky, des colonels Khebnikow et Kanistchew, des capitaines Doppelmayr et Schatow 1^{er}, des aides-majors en second Schatow 2^e, Kitchy et Donbrovne, ainsi que des lieutenants Popow, Hitrov et Stecherbinsky, le tribunal en réfère, par l'entremise de M. le procureur militaire, aux autorités compétentes pour qu'il soit procédé d'après la teneur des lois. »

« Nous avons fait connaître déjà, d'après l'«Avalade», la commutation de peine qui est intervenue. »

Les nombreux amis et admirateurs de M. Busca à sa se faire dans notre capitale par son talent sympathique, apprenant avec plaisir que la gracieuse ingénue du théâtre d'opéra de St-Petersbourg, M. Busca, devait donner, tout d'abord, dans la seconde moitié d'avril, pour donner, trois représentations pendant la visite prévue de S. M. l'empereur Guillaume à la Cour Impériale.

« Au profit de l'église et de l'école juives, qui se construisent au Vieux-Petersbourg, M. Busca, élève de M. Burde-Ney à Dresde, qui a de beaux succès en Allemagne, donnera dimanche prochain, 4 mars, à 2 heures de l'après-midi, dans la salle des chœurs de la Cour, un concert avec le concours de MM. Wurm, Morozov, Wissendorf et Hildebrand. Le programme est des plus attrayants: M. Busca se fera entendre dans l'air d'«Elisabeth» de Wagner (Vagner) et dans l'air de «Dieu et le Diable» de Schumann et de Kirchner. On peut se procurer (au magasin Butner), des billets de 3 r. et de 2 r. pour ce concert, doublement recommandable à cause de son programme et à cause de l'œuvre à laquelle le produit est destiné. »

« Nous croyons rendre service à nos lecteurs, amateurs de bonne musique, en leur signalant le concert d'un pianiste fort remarquable, M. Paul Schlotzer, qui aura lieu dimanche soir, 4 mars, dans la salle du club des marchands. Nous ne croyons rien exagérer en disant que ce pianiste, appelé à augmenter de son nom, et peut-être dans un avenir prochain, la liste des pianistes de premier rang, nous fera presque oublier les premiers, M. Schotzer, et de M. Lechetsky, la gracieuse chanteuse. »

« Jeudi prochain, 8 mars, il y aura à la salle de l'Assemblée de la noblesse, sous la direction de M. Leonide Malaschew, un concert sur lequel nous croyons devoir dès aujourd'hui appeler l'attention. On y entendra de la musique de Mendelssohn, de Haydn, de Schubert, de Sorow, de Dargomyzsky, de Sokolow et de Malaschew. M. Khebnikow, le sympathique cantatrice de l'Opéra-Russe, et M. Colsky s'y feront entendre. On commencera à huit heures. Les billets se vendent aux magasins Bernhardt, Butner, Johansen et d'égens, ainsi que le jour du concert — à l'entrée de la salle. »

NOUVELLES DE L'EXTERIEUR.

On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que la place de Belfort ne restera point occupée après l'acquiescement du quatrième milliard et lorsque des garanties financières auront été fournies pour le dernier milliard de l'indemnité de guerre. »

D'après le *Bien public*, le quatrième milliard, dont la moitié est déjà payée, sera tout entier aux mains des Allemands dans un délai qui ne dépassera pas deux mois, et trois mois encore seront à peine écoulés qu'on aura définitivement traité pour le paiement du cinquième, dont le trésor a déjà la moitié en caisse.

Aux termes des traités antérieurs, les deux départements des Ardennes et des Vosges seront évacués quand le quatrième milliard aura été totalement payé, c'est-à-dire au plus tard au mois de juin, de même qu'il en sera de la Sarre, de la Moselle et de la Lorraine.

« On a lu dans notre précédent numéro, aux *Dernières Nouvelles*, la traduction du discours par lequel la session du Parlement allemand a été ouverte le 12 mars. Les paroles impériales respirent la paix d'un bout à l'autre et même lorsqu'il est question du développement de l'armée, qui est devenu une nécessité, le but en est nettement indiqué comme étant la garantie de ce que l'Allemagne jouisse en paix des biens qu'elle acquiert sur le terrain intellectuel et économique. Mais le discours impérial contient deux aînées qui auront produit en France surtout une impression des plus favorables. Ce sont ceux qui constatent que les paiements sur l'indemnité de guerre sont beaucoup plus avancés qu'ils n'auraient pu l'être d'après les termes des traités et font entrevoir ensuite la possibilité de la prochaine évacuation complète des territoires occupés. Cet atténuitif: complète sera sans doute interprété de l'autre côté des Vosges comme une promesse que

puis 1866. Fort heureusement cette association n'est point parvenue à embrasser tous les ouvriers des imprimeries; le tiers environ de ces derniers est resté indépendant et se maintient en bonnes relations avec les patrons, comprenant parfaitement que la solidarité des travailleurs entre eux seuls peut bien produire des grèves, mais ne suffit pas à améliorer le sort du travailleur, et qu'une industrie en général ne peut prospérer que si le capital accumulé (le patron) et le capital latent (l'ouvrier) se sentent également solidaires.

Pour quiconque a une idée des moyens de pression et d'intimidation qu'emploient les directions en titre des associations ouvrières, il ne saurait être douteux qu'il a fallu à ce groupe de compositeurs resté en dehors de l'association un grand courage moral pour résister. Nul doute aussi que ce soient les plus intelligents, ceux qui entendent le mieux leurs intérêts. Mais toujours est-il que même en Allemagne, même dans la branche de la classe ouvrière où l'instruction est la plus répandue, une "direction" à sa place sous les lois la majorité d'un corps de métier. Que doit-elle être dans d'autres industries, où l'intelligence est moins répandue et l'accès d'autant plus facile par conséquent aux remuantes individualités qui s'imposent sous prétexte de défendre les intérêts de la classe ouvrière?

Il va de soi que l'autorité ne peut point intervenir pour empêcher cette influence de s'exercer, tant que sa pression ne se produit pas par la violence visible, et il ne reste qu'à laisser les travailleurs eux-mêmes faire l'expérience de ce que leur coûte le patronage auquel ils se soumettent. Mais ce que prouve encore la grève des typographes allemands, c'est l'inefficacité de la suggestion du *Daily Telegraph*, de créer une représentation spéciale des associations ouvrières comme moyen de mettre un terme aux grèves. On aboutirait à des résultats tout opposés — au grand profit des meneurs, mais au détriment des ouvriers eux-mêmes.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Madrid, jeudi 13 mars.

On mande de divers côtés, entre autres de Villafraña, que les carlistes ont coupé les communications par chemins de fer. La circulation des trains est interrompue entre Beaussan et Irun. D'après les nouvelles les plus récentes, le rétablissement de la discipline parmi les soldats de la Catalogne est difficile, vu qu'ils ne veulent servir que comme volontaires. Des mouvements à tendances socialistes se manifestent dans la population des campagnes de l'Estramadure.

Autre dépêche.

Londres, vendredi 14 mars, 3 h. 40 m. après-midi.

Le bruit court que M. Disraeli a refusé de former un ministère et que la reine aurait l'intention de rappeler M. Gladstone. Au dire du *Globe* M. Disraeli a demandé quelque temps de réflexion afin de pouvoir se consulter avec lord Derby. Même date, 8 h. 31 m. du soir. — Le *Globe* dément le bruit que M. Disraeli aurait refusé de constituer un nouveau cabinet. Jusqu'à un retour de lord Derby et de lord Cairns, qui aura lieu demain, toutes communications ne seraient que des propos en l'air.

Du 15. — D'après l'*Economist*, le bruit court que lord Derby, cédant aux prières des conservateurs, constituerait un nouveau cabinet.

Le *Spectator* dit que lord Derby deviendrait premier ministre et qu'il consulterait le pays par de nouvelles élections.

Autre dépêche.

Berlin, vendredi 14 mars, au soir.

L'empereur Guillaume a reçu en audience l'ambassadeur extraordinaire du shah de Perse, Mirza-Malkhom-Khan, et sa suite, et l'a invité à la table impériale.

Autre dépêche.

Bucharest, samedi 15 mars.

A la suite d'un compromis entre le gouvernement et la Chambre, relativement au Crédit foncier national, le président du ministère a retiré sa déclaration d'hier, posant la question de cabinet.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Voici quelques détails, d'après le *Reichsanzeiger*, sur la cérémonie de l'ouverture solennelle de la dernière session de la période législative du Parlement de l'empire d'Allemagne.

Comme d'habitude, la cérémonie a été précédée de services religieux à la chapelle du château et à l'église catholique de St-Hedwig, après quoi les membres du conseil fédéral se sont réunis dans la salle verte du château et les membres du Parlement dans la salle blanche. Une tribune avait été élevée pour les membres du corps diplomatique, et une loge spéciale réservée pour les ambassadeurs japonais (qui étaient en grand costume de gala à l'europpéenne, uniformes richement brodés d'or et de soie).

Lorsque tous les députés furent réunis, les membres du conseil fédéral se rendirent également dans la salle blanche, précédés par le chancelier de l'empire, prince de Bismarck.

S. M. l'empereur Guillaume fit son entrée dans la salle, accompagné de S. A. I. le prince héritier d'Allemagne et de LL. AA. RR. les princes Charles, Alexandre et Adalbert de Prusse (on sait que le prince Frédéric-Charles est en tournée d'inspection militaire dans les nouvelles provinces). Après un vif à Sa Majesté, porté par M. Simson, président du Parlement, et répété trois fois par les membres du conseil fédéral et les députés, l'empereur prit place sur le trône et reçut des mains du prince de Bismarck le discours dont nous avons donné hier la traduction.

Après la lecture du discours impérial, le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, déclara ouverte la session du Parlement, et Sa Majesté, suivie des princes, quitta la salle, au milieu des acclamations qui s'élevaient un second vif porté par M. Fäustle, ministre de la justice de Bavière et plénipotentiaire bavarois au conseil fédéral.

La *Norddeutsche Zeitung* paraphrase comme suit le passage du discours du trône concernant les relations de l'Allemagne avec les puissances étrangères :

La confiance que Sa Majesté exprimait à l'ouverture de la session précédente du Parlement de l'empire n'a pas été trompée, et on ne sera pas fâché, de l'autre côté des Vosges, d'entendre que l'empereur apprécie « le développement de la situation intérieure de la France dans un esprit d'apaisement et de progrès économiques » et que Sa Majesté y rattache l'espoir « que le moment de l'évacuation totale du territoire français est moins éloigné qu'on ne l'avait prévu. » Ces paroles tombées du haut du trône remplissent d'une satisfaction unanime la nation paisible du centre de l'Europe, aux représentants de laquelle le chef de l'empire les a adressées. Et ce sentiment est encore exalté et renforcé par la considération que l'auguste monarque, ayant à ses côtés le prince impérial, pour la vie ou du moins la santé duquel nous avions été inquiets, — mentionnée avec satisfaction les liens d'amitié qui existent entre notre empereur et les Souverains des puissances voisines et qui ont trouvé naguère, leur expression dans l'entrevue des trois Empereurs. Oui, ces relations avec nos voisins sont garantes de la paix du monde !

Ainsi, notre empereur considère-t-il comme sa mission de cultiver constamment et espérément cette mission se réaliser avec l'aide de Dieu. — En cela comme en toutes choses, les vœux de toute la patrie allemande accompagnent l'empereur Guillaume.

Le *Militär-Wochenblatt*, parlant du manuel qui sert à l'instruction théorique des recrues et conseillant une réforme à cet égard, s'exprime comme suit :

« La grande majorité de nos recrues est-elle arrivée à un niveau de culture scientifique tel qu'un pareil livre puisse aider une mémoire défectueuse ? Bien que les 96 ou même les 98 pour cent de nos recrues possèdent ce qu'on appelle « l'instruction scolaire », la grande majorité n'en est cependant qu'à pouvoir écrire à grande peine quelques pensées, souvent avec de fautes d'orthographe qui dénaturent le sens, et à épeler un simple page avec des difficultés énormes. Quant à comprendre ce qu'ils lisent, cela coûte à la plupart de nos conscrits une peine infinie, à laquelle ils ne s'astreignent que rarement. »

— Le poète Freiligrath vient de faire une perte bien cruelle. Son fils, qui faisait son volontariat d'un an dans l'armée wurtembergeoise, est mort le 1^{er} mars, de la fièvre scarlatine.

Nous avons déjà mentionné il y a quelques jours les résultats généraux des travaux de M. le docteur Engel, chef du bureau de statistique de Berlin, sur les pertes des armées allemandes pendant la guerre de 1870-1871.

Voici des données plus détaillées, que nous empruntons au *Militär-Wochenblatt* du 22 février :

Les Allemands ont perdu sur les champs de bataille, en tués et blessés, 127,867 hommes, dont 5,166 officiers, sur lesquels 17 n'ont pas été retrouvés, 88 médecins ou employés ayant rang d'officiers, 12,208 sous-officiers et 110,435 soldats.

Les corps qui ont perdu le plus de monde sont :

Le 3^e corps prussien, qui, sur un effectif de 35,312 hommes, a perdu 496 officiers et 11,410 hommes, soit 33,7 0/0.

Le 1^{er} corps bavarois, qui, sur 34,820 hommes, a perdu 534 officiers et 11,002 hommes, soit 33,1 0/0.

Le 5^e corps prussien, qui, sur 35,311 hommes, a perdu 298 officiers et 8,664 hommes.

La garde royale, qui, sur 43,664 hommes, a perdu 377 officiers et 9,678 hommes.

Le 3^e corps a particulièrement souffert à Vionville ou Rezonville ; dans cette journée du 16 août, ses pertes dépassèrent 300 officiers et 6,000 hommes ; il assista le lendemain à la bataille de Gravelotte ou de Saint-Privat-Montagne, à tout le siège ou blocus de Metz, au combat de Beaulieu-Rolande, à la bataille de Loigny et aux opérations contre le Mans.

Le 1^{er} corps bavarois a été fort maltraité à Bazeilles, à Coulmiers, à Loigny le 2 décembre, à Villoroux ou Josue le 8 et à Vendôme le 10. A la fin de la campagne, il était si fatigué qu'on le mit en seconde ligne au sud de Paris.

La garde royale a énormément perdu de monde à Saint-Privat, le 18 août, en attaquant le village qui a donné son nom à la bataille et qui était défendu par le 6^e corps, maréchal Canrobert. Cette attaque coûta près de 8,000 hommes à la garde royale. Il en ressort que ses pertes à Sedan et sous Paris furent relativement insignifiantes. C'est elle qui soutint les combats du Bourget ; mais chaque fois le chiffre des tués et blessés prussiens ne dépassa pas 500 hommes.

Le 5^e corps a porté les premiers coups à l'armée française. C'est lui qui attaqua de front le Geisberg, près de Wissembourg, le 4 août, et qui, le 6, commençait par hasard la bataille de Wörth contre la division Raoul. Celle-ci tint en échec pendant toute la journée et lui infligea des pertes colossales. Le 11^e corps le dégagea en débordant par la droite la petite armée de Mac-Mahon.

Le 1^{er} septembre au matin, le 5^e corps, précédé du 11^e, exécuta par la presqu'île d'Iges ce fameux mouvement tournant qui coupa l'armée française de Mézières par Floing et Fleigneux. Pendant le siège de Paris, il garda la ligne Mendon, Sévres, Montretout, Bougival, et soutint les combats de la Malmaison, Buzenval, Montretout.

Les proportions des pertes par armes sont les suivantes :

Infanterie : 4,458 officiers, 112,029 hommes = 17,6 0/0 ;

Cavalerie : 279 officiers, 4,342 hommes = 6,3 0/0 ;

Artillerie : 422 officiers, 5,597 hommes = 6,5 0/0 ;

Génie ou pionniers : 48 officiers, 533 hommes = 2,8 0/0 ;

Train : 7 officiers, 105 hommes = 0,3 0/0.

Les proportions des pertes par grades se répartissent ainsi :

Général : 11,28 0/0 ; officiers supérieurs, 26,96 ; capitaines, 22,22 ; lieutenants, 25,32 ; sous-officiers et soldats, 14,21.

D'où il ressort que la perte en officiers est proportionnellement presque double de celle de la troupe.

Ont été tués roides ou sont morts de leurs blessures dans les vingt-quatre heures : 3 généraux, 70 officiers supérieurs, 181 capitaines, 770 lieutenants, 6 médecins, 1 payeur et 16,539 hommes ; en tout : 17,570.

Sont morts des suites de leurs blessures : 2 généraux, 60 officiers supérieurs, 154 capitaines, 435 lieutenants, 15 payeurs, 10,050 hommes, en tout : 10,707. Total général des morts par blessures : 28,277.

C'est toujours l'infanterie qui a subi les pertes les plus considérables, et les officiers supérieurs de cette arme qui se sont le plus exposés.

Nous arrivons maintenant à la partie la plus intéressante de l'article du *Militär-Wochen-*

blatt, à celle qui donne les chiffres des pertes par grandes batailles. Elles se sont élevées :

A Saint-Privat 20,577 h. dont 819 officiers.

A Rezonville 14,820 581

A Wörth 10,530 439

A Sedan 9,032 422

Siège de Metz 5,482 193

Siège de Strasbourg 889 39

Siege de Paris, du 19 septembre au 19 janvier 1871 11,563 480

Ont été tués roides : à Saint-Privat, 292 officiers et 4,157 hommes ; à Rezonville, 198 officiers et 5,091 hommes ; à Wörth, 132 officiers et 1,496 hommes ; à Sedan, 118 officiers et 1,519 hommes.

On voit, par le chiffre des tués, que la proportion des morts aux blessés varie de 1/4 à 1/6.

Nous lisons dans les journaux de Berlin que S. M. l'empereur Guillaume a fait remercier tout particulièrement M. le docteur Engel pour le soin avec lequel il s'est occupé de ces importants travaux statistiques.

PRUSSE. — Les deux Chambres ont tenu séance le 11 mars. A la Chambre haute, il s'agissait du projet de loi modifiant les art. 15 et 18 de la Constitution. M. le comte de Roon a déclaré, — ainsi que nous l'avons déjà mentionné hier, — combien les pétitions adressées au roi pour le prier de ne pas sanctionner les lois politico-religieuses étaient vaines et combien les incidents les plus récents (entre autres l'opposition de l'archevêque de Posen) commandaient, au contraire, la promulgation de ces lois. Les principaux corps du parti ultra-conservateur, MM. Kleist-Retzow, de Senff-Pilsach, de Landsberg-Wever, Brühl et Krawow, ont fait des efforts inouïs pour combattre le projet de loi, mais, grâce à la fournie de pairs, grâce surtout à l'énergie intervention de trois ministres, M. de Roon, M. de Falk et le prince de Bismarck lui-même, qui, chose inouïe dans les annales de la Chambre des Seigneurs, à ce que disent les journaux de Berlin, — a demandé la clôture de la discussion générale, — le projet de la modification de la Constitution a été adopté en première lecture par 99 voix contre 62.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la nomination et l'installation des ecclésiastiques. Les débats ont été très-rapides, car l'Assemblée a discuté et voté, — à une grande majorité naturelle, — les art. 9-16 du projet de loi.

On se souvient que M. Hepner avait été impliqué dans le fameux procès des socialistes, avec MM. Bebel et Liebknecht, mais que la cour d'assises de Leipzig l'avait acquitté.

ALSACE-LORRAINE. — On sait qu'aux termes de l'art. 8 de la loi de 1871 sur l'organisation administrative de l'Alsace-Lorraine, l'institution d'un « conseil impérial », faisant fonctions de conseil d'Etat, était prévue pour un terme à désigner plus tard. Une dépêche de Strasbourg, 11 mars, annonce maintenant que ce « conseil impérial de l'Alsace-Lorraine » devait entrer en vigueur le 14 courant, c'est-à-dire hier, vendredi.

Le même télégramme porte que, par ordre du président supérieur de la province, une partie de l'administration de la police de Strasbourg, concentrée jusqu'ici entre les mains des autorités de l'Etat, devait passer le 11 mars dans le ressort de l'administration municipale de cette ville.

Autriche-Hongrie.

La *Wiener Zeitung* du 12 mars publie la nomination, signalée déjà il y a plusieurs jours, du prince royal Ernest-Auguste de Hanovre comme colonel à la suite du régiment d'infanterie « Georges V, roi de Hanovre ».

La Chambre des Députés de Hongrie a terminé le 11 mars la discussion du budget et s'est ajournée à aujourd'hui samedi.

On mande de Prague aux journaux de Vienne que l'arrêt de la cour d'appel rejetant la demande de mise en liberté de M. Skreischowski s'appuie sur ce que la mise en liberté n'est pas légalement admissible jusqu'à ce que le jugement ait acquis la force de chose jugée, d'autant plus que l'accusation porte sur un crime qui est puni de 5 à 10 ans de réclusion.

France.

ASSEMBLEE NATIONALE.

Séance du 11 mars.

Présidence de M. Jules Grévy.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi tendant à régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle.

M. DE GUERARD. L'art. 5 ne fait pas corps avec les quatre premiers articles ; il peut donc être rejeté sans empêcher l'adoption du projet ; à ce point que la commission, en nous le proposant, semblerait avoir dépassé le mandat que nous lui avions confié.

Le premier reproche que j'adresse à l'art. 5, c'est de n'être pas suffisamment clair ; il en dit trop ou pas assez.

En ce qui touche la transmission des pouvoirs, il est bien évident que nous ne pouvons nous séparer sans avoir organisé un régime provisoire jusqu'au jour où se réuniront nos successeurs. (Très bien.)

Si au contraire l'article nous place sur le terrain constitutionnel, il n'en dit pas assez, et l'heure est mal choisie parce que le territoire de la France est encore occupé en partie par l'étranger. En outre, M. Thiers doit évidemment mener à fin l'œuvre de la libération qu'il a commencée ; nous serions donc obligés de faire une Constitution pour un homme, ce qui est toujours mauvais. (Mouvement.)

On nous dit : Le pays a besoin du définitif ; il ne veut plus de provisoire, et pour nous le prouver, après nous avoir fait un tableau de la situation prospère du pays, on nous la dépeint sous les plus sombres couleurs ; la vérité est entre ces deux extrêmes, et le malaise évidemment qui existe encore subsistait après la Constitution que vous feriez aujourd'hui, en un moment si peu favorable. (Très bien.)

D'un autre côté, l'article 5 dit que le gouvernement sera chargé de présenter les projets de loi dont il s'agit. Sur quel terrain va se placer le gouvernement ? Il résulte des discours prononcés que ce sera sur le terrain de la république. Nous n'avons aucun parti pris contre cette forme, et si nous cherchons à nous opposer aux efforts que le gouvernement fait depuis deux ans pour engager la France dans la voie républicaine, c'est que nous croyons qu'il la conduit ainsi au despotisme. (Très bien.)

La fin du discours de l'orateur est converti par le bruit des conversations particulières.

M. DUVIGNEY DE HAURANNE vient défendre l'article 5 du projet contre les attaques de M. de Guérard et le discours trop tiède de M. le rapporteur. Les deux orateurs ont, dit-il, donné les mêmes arguments pour arriver à une conclusion différente.

Ils s'accordent à vouloir perpétuer en France le provisoire ; M. le rapporteur cependant consent à nous donner des institutions que la force des choses rendra définitives ; c'est pour cela que j'adhère à l'article 5, que je considère comme un pas en avant.

Le grand malheur de cette Assemblée, depuis deux ans qu'elle siège (Exclamations ironiques), c'est de ressembler à un homme qui, ayant à prendre une résolution solennelle, hésite toujours à se décider et fait montre de son pouvoir sans oser s'en servir.

Pour moi, l'art. 5 prépare une solution définitive ; j'entends que l'avenir ne soit pas réservé, et la république arrivera à se proclamer elle-même ; on ne peut plus faire de choix entre la monarchie et la république, celle-ci est inévitable ; si la monarchie était possible, vous l'auriez déjà proclamée. (Bruit.)

M. DE BELLOSTET. On vous a dit de proclamer la république ; vous ne l'avez pas fait.

M. DUVIGNEY DE HAURANNE. Faute de vous décider, vous ébranlez tous les jours (Bruit prolongé) par vos discussions un gouvernement que vous ne pouvez renverser. Si vous ne voulez pas constituer un pouvoir définitif, le pays dira : « Adressons-nous à d'autres qui sachent mieux faire. » Alors les élections se feront sur la question de monarchie ou de république, et seront peut-être radicales. (Bruit.)

Vous réservez l'imprévu, vous vous dites que la Providence s'en mêle et la république peut disparaître. (Applaudissements à droite.)

C'est une politique qui n'est ni sage ni patriotique. Si vous refusez d'adopter l'art. 5 avec la signification que je lui donne, vous cesserez d'être conservateurs ; voilà ce que dit le pays, voilà pourquoi il a applaudi le message.

La question n'est plus aujourd'hui entre la république et la monarchie, mais entre la république conservatrice et la république radicale. (Exclamations.) M. le président nous a montré qu'il fallait se rallier à la première ; j'espère que l'Assemblée finira par céder à ses sages conseils. (Applaudissements à gauche.)

M. LOUIS BLANC repousse l'art. 5 parce qu'il est le résultat d'une transaction qui lui paraît obscure et dont il ignore la portée ; le discours de M. le président de la république peut se résumer en ces mots : Il serait difficile et dangereux dans les circonstances actuelles d'être trop clair. Je conçois cette conduite, dit l'orateur, mais je ne peux comprendre qu'il se soit mis d'accord avec M. le duc de Broglie sur la créa-

tion d'une 2^e chambre et les réformes de la loi électorale. (Mouvements divers.)

Les républicains ont eu jusqu'à ce jour une conduite pleine d'abnégation, soutenant le gouvernement malgré les attaques dirigées contre eux par certains de ses membres ; nous ne pouvons cette fois sacrifier nos principes, nous ne voulons pas altérer le suffrage universel, nous ne voulons pas établir deux Chambres, dont la lutte troublerait l'existence de la république.

Je ne m'explique pas que M. Thiers vous demande de faire un fragment de Constitution et de laisser le reste à faire à vos successeurs, je ne m'explique pas qu'il vous demande de faire une deuxième Chambre, sans savoir à quelle forme de gouvernement elle devra s'appliquer.

Sans vouloir discuter théoriquement la question de la deuxième Chambre, je vois que M. le rapporteur a voulu trouver dans cette institution un moyen de réprimer les excès de la souveraineté du nombre qui serait un principe brutal et démocratique ; c'est ce que nous nions absolument, ce sont les chambres de résistance et les gouvernements de combat qui font les révolutions violentes.

L'autre jour, M. le marquis de Castellane vous proposait de proclamer la monarchie ; pourquoi M. le duc de Broglie agit-il différemment ? Je suppose que ses convictions monarchiques ne font que sommeiller. (Bruit.) Le père de l'honorable rapporteur a dit : Attendez pour attendre est le plus grand des dangers.

Je crains que M. de Broglie et ses amis n'aient voulu monarchiser la république et produire ainsi un monstre, n'ayant aucune chance de vivre. M. Laboulaye nous disait que faute d'une deuxième Chambre nous irions au césarisme ; je répondrai que le premier Bonaparte s'appuya sur le conseil des Anciens pour renverser le conseil des Cinq-Cents. (Bruit.)

Ce que nous voulons, c'est une république tolérante, à la fois conservatrice et progressive, amie de l'ordre et de la liberté ; car l'ordre, c'est la régularité dans le mouvement, c'est la substitution de l'appel aux urnes à l'appel aux armes, c'est aussi la liberté. (Applaudissements à gauche.)

M. LE MARQUIS DE FRANCLIEU. Je viens seulement vous soumettre deux observations.

A cinquante-cinq ans de distance, en 1815 et en 1870, la république, fille de la révolution, nous a précipités au fond de l'abîme en nous faisant passer par la dictature. (Exclamations.) Ne consentez pas à une nouvelle expérience que la France n'est pas en état de supporter. Ne décidez rien qui puisse entraver votre liberté jusqu'au jour de la délivrance ; Dieu se l'est réservée.

Voici ma deuxième observation : le 8 février 1871, la France, vaincue par la révolution et l'étranger (Bruit), nous confia la mission de la relever ; elle nous dit : je vous choisis parce que vous êtes des citoyens dévoués, mettez-vous d'accord et donnez-nous un roi. (Violentes interruptions.) Depuis deux ans qu'avons-nous fait ? Nous avons choisi un homme fait pour être le mauvais génie de notre pays. (Tumulte.) On me demande de retirer ce mot, je ne le retirerai pas, il est vrai et juste.

M. LE PRÉSIDENT. Vous avez non-seulement adressé une injure à un grand magistrat, mais vous avez proféré une calomnie, je vous rappelle à l'ordre. (Applaudissements à gauche.)

M. LE MARQUIS DE FRANCLIEU. Nous sommes séparés de plus en plus les uns des autres, et dans quelques instants peut-être la majorité de cette Assemblée va proclamer franchement la république. (Tumulte prolongé.)

Leur œuvre accomplie, ils rentrèrent à leur domicile.

Dès le lendemain, ils commencèrent à se disputer les dépouilles de leur victime. Bilbao et Yurmeidi accusaient Lorian, d'avoir dissipé une partie de l'argent volé, et la montre, successivement cachée par chacun d'eux, n'a pu être retrouvée.

Lorian, dont l'intelligence est très-vive, paraît avoir été l'âme du complot. Il avait passé la soirée avec le malheureux Asia, et seul des trois accusés il savait que ce dernier devait se rendre à la gare par le train de Bordeaux. Le concert avait été formé à l'avance entre les deux autres accusés et lui, comme l'indiquent les paroles prononcées par lui à son entrée dans la chambre : « Lève-toi, c'est pour l'affaire ! » Ils avouent, du reste, les circonstances de préméditation et de guet-apens.

Après de longs débats, la cour de Nantes a condamné Yurmeidi à la peine de mort ; Lorian aux travaux forcés à perpétuité ; Bilbao à 10 ans de travaux forcés.

Lorian a demandé à subir sa peine en Espagne.

— Les débats sur l'affaire du Transcontinental ont été ouverts à l'audience du 4 mars du tribunal correctionnel de la Seine.

Il ne s'agit pas du « Transcontinental », c'est-à-dire du grand chemin de fer qui, depuis plusieurs années déjà, relie les deux Océans, allant de New-York à San-Francisco, mais d'un projet de chemin de fer qui, faisant suite à des lignes déjà construites par d'autres Compagnies, devait, en prenant par le sud, par Memphis, et Paso, la Rivière-Rouge, le Texas, arriver à San-Diego sur le Pacifique. C'est à peine si le huitième du parcours a été exécuté.

Dans cette déplorable affaire, et par suite des manœuvres qui doivent ressortir, dit la prévention, des débats qui vont suivre, 20 millions 643,470 fr. 27 c. ont été soustraits par le public français. On a trouvé en caisse 2 millions 39,282 fr. sur les 18 millions de déficit ; 1,281,099 fr. ont été dépensés en frais généraux ; 2,752,314 fr. ont été payés aux constructeurs français pour matériel et frais de transport ; 4,666,112 fr. ont été payés en Amérique entre les mains de Fremont, qui aura à justifier de leur emploi ; 5,454,747 fr. sont restés en France entre les mains des lanceurs de l'affaire ; 5 kilomètres à peine de rails ont été posés en Amérique.

Les fraudes qui ont été employées consistent en trois allegations principales dont la prévention s'attache à établir la fausseté : garantie hypothécaire incommutable ; exploitation d'une mer à l'autre avec tête de ligne à Norfolk ; garantie fédérale pour l'admission du matériel en franchise.

On y a ajouté l'admission à la cote de New-York, l'obtention de la cote à Paris et cette énonciation propre à intéresser le sentiment national, que les bonds hypothécaires servaient de paiement à des constructeurs français.

Voici, en ce qui touche l'admission des bonds à la cote de Paris, ce que dit la prévention :

Cette admission était impossible à obtenir, car les valeurs étrangères ne sont cotées à la Bourse de Paris que lorsqu'elles ont été à la Bourse d'origine. Le Stock-Exchange de New-York a pour règle invariable de coter seulement les bonds de chemins de fer achetés et fonctionnant, mais les impossibilités n'arrêtaient pas les prévisions.

A la suite d'une correspondance très pressante adressée à l'agence de New-York, personifiée dans Gaudré-Boileau, par l'agence de Paris, on fit insérer dans le *New-York Tribune* du 30 octobre 1868 l'avis suivant :

« First Mortgage bonds 6 0/0 de la Compagnie du Memphis et Paso and Pacific heretier ; principal et intérêts payables en or, offerts à 105 en papier-monnaie, par Hodjetin, Bandal-Holsel et Aufmann. »

Un mois après, on envoyait à Paris le certificat de la cote officielle de New-York, que des états antérieurs déclaraient impossible à obtenir. Cette lettre, datée de New-York, 5 octobre 1868, était ainsi conçue :

« Par ordre des directeurs, il est certifié par le présent que les obligations première hypothèque de la Compagnie du Memphis et Paso and Pacific, sont émises par deux séries de 5 millions, soit 10 millions de dollars en obligations de 100 et 1,000 dollars sont admises à la négociation de la Bourse de New-York. »

Le certificat était signé Spencer, secrétaire ; l'identité de Spencer, attestée par Frédéric Kapp, notaire public.

Or, Spencer n'a jamais existé. Le notaire Kapp était mort, et les bonds n'ont été émis pour la première fois en France qu'en 1869, un an après le certificat.

C'est Gaudré-Boileau qui, par ses renseignements, par ses démarches directes à Paris près du ministre et du syndicat des agents de change, aurait fini par vaincre les résistances.

Faut-il, continue la prévention, ajouter à ces manœuvres frauduleuses et à ces énonciations mensongères des causes d'influences plus hostiles encore ? La cote de la Bourse a-t-elle été achetée ? Des pots-de-vin ont-ils été donnés à de grands personnages ? Ce qui est certain, c'est que Probst a demandé de l'argent, 200,000 francs, au général Frémont, pour enlever la cote de Paris, c'est que 123,000 francs ont été remis à Paradis, directeur du *Moniteur des Tirages Financiers*, pour cet emploi, et qu'un document indique, jusqu'à concurrence de 230,500 francs, des sommes payées ou à payer à des tiers, et dont Probst a refusé de faire connaître l'identité. Quant à Gaudré-Boileau, il a reçu 736,320 francs pour prix des services qu'il a rendus à la Compagnie. Il avait pu stipuler un intérêt sur les sommes encaissées et les commandes faites à l'industrie française.

Nous saurons par la suite quels ont été dans toutes ces opérations les bénéfices illicites de chacun des inculpés.

Ces inculpés sont au nombre de sept. Trois font défaut : 1° le général Frémont, qui devait être représenté par M. Allou, 2° Probst, ancien intendunt militaire au Mexique, qui devait avoir pour défenseur M. Nicolet, et 3° Oppermann, qui prétait son concours à Gaudré-Boileau.

Sont présents à l'audience les accusés suivants, qui ont été laissés en liberté :

1° Lissignol, ingénieur des mines, qui fut d'abord agent de Probst, puis ingénieur en chef du Transcontinental, — défendu par M. Dufron.

2° Gaudré-Boileau, ancien consul général de France à New-York, officier de la Légion d'honneur, — défendu par M. Victor Le-franc.

3° Crampon, propriétaire du journal la *Financière*, ancien rédacteur financier du journal la *Monde*, — défendu par M. Lachand.

4° Poupinel, ancien associé de Paradis, directeur du *Moniteur des Tirages Financiers*, — défendu par M. Albert Lionville.

Paradis s'est suicidé en 1870, sans quoi il serait compris dans la poursuite.

M. Gray, séquestre de la C^e du Transcontinental, est présent aux débats, comme représentant de la partie civile ; il est assisté de M. Du Buit et Castaignet.

Tous les accusés allèguent leur bonne foi. Gaudré-Boileau aurait été trompé par le général Frémont ; Probst et Lissignol par Gaudré-Boileau ; Crampon et Poupinel par Probst.

drée-Boileau ; Crampon et Poupinel par Probst et Lissignol. Tous auraient cru à la sincérité du général Frémont et ne se seraient prêtés qu'à des opérations qui leur paraissaient sérieuses. L'insinuation publique nous apprendra quel cas il faut faire de ces allégations. Nous rendrons compte de l'issue du procès.

— On annonce la mort de M. Jean du Boys, un jeune écrivain qui était le collaborateur d'Amédée Rolland et de Charles Bataille.

Grande-Bretagne.

Le bill relatif à l'université d'Irlande a joué un trop grand rôle dans la crise ministérielle qui vient de se produire en Angleterre pour que nous ne croyions point devoir donner les traits généraux de ce projet de réforme tel qu'il a été soumis au Parlement par le ministre Gladstone :

Les universités anglaises sont de vrais corps de professeurs analogues au Collège de France et formant des centres intellectuels auprès desquels existent plusieurs collèges ou institutions indépendantes ayant leurs revenus particuliers. Les étudiants vivent dans ces collèges, qui sont soumis à des principes religieux et à des règlements spéciaux, et qui sont composés chacun d'un directeur, de *fellows* ou boursiers, et enfin d'étudiants proprement dits. Ils suivent les cours qui leur plaisent et ont une pension de 200 à 300 livres par an. Une difficulté à vaincre pour les rédacteurs de l'*University Education bill*, c'est qu'il existe en Irlande des collèges qui ne sont que des écoles, une université qui est un collège et des collèges qui sont des universités.

Les établissements supérieurs de l'Irlande sont l'université de Dublin, avec son annexe le *Trinity College* et la *Queen's University*, dont dépendent les collèges de Belfast, de Cork et de Galway. L'ancienne université de Dublin (ses statuts datent de 1615) est gouvernée par un chancelier qui nomme le proviseur et sept *fellows* de *Trinity College*, et par un sénat auquel ce même proviseur et ces *fellows* imposent leur volonté. Elle n'est en réalité avec son chancelier et son vice-chancelier, ses administrateurs, ses deux députés au Parlement, ses 34 professeurs et son millier d'élèves, qu'une dépendance de *Trinity College*, bien que légalement les deux établissements soient distincts et aient leur constitution particulière. *Trinity College* relève lui-même à peu près complètement de l'Etat, ainsi que M. Gladstone l'a déclaré.

L'université de Dublin a, de plus que son collège annexe, le droit de conférer des grades ; une loi de 1793 a autorisé les « papistes » à en suivre les cours, sans toutefois leur permettre d'y prendre des grades, ainsi qu'il est entré au *Trinity College*, mais sans leur accorder de droit aux avantages réservés aux protestants dans cette institution. Des collèges spéciaux devaient être créés à cette époque, à côté du *Trinity College*, pour les catholiques et pour les membres des confessions autres que l'anglicane. Cela n'a jamais été fait, et c'est ce que M. Gladstone propose maintenant d'exécuter, en donnant aux élèves des nouveaux collèges les mêmes droits qu'à ceux de *Trinity College* et de l'université, ces deux établissements dont le caractère est exclusivement protestant et dont la riche dotation ne profite qu'aux membres de l'Eglise anglicane.

La *Queen's University* et les *Queen's Colleges* de Belfast, de Cork et de Galway ont été créés en 1845 sur la proposition de sir Robert Peel, dans l'intention de fournir aux membres des diverses confessions, au moyen d'une organisation spéciale de l'enseignement religieux, la possibilité d'étudier et d'obtenir des grades sans faire violence à leurs principes. Les bonnes intentions de sir Robert Peel ont été démenties, et les orthodoxes d'Oxford d'aujourd'hui ont fait à l'exécution un large système d'éducation religieuse. Ainsi l'université de Dublin n'est-elle pas, et pourtant l'Etat dépense pour la première, qui ne fait que conférer des grades, et pour les autres, qui ont chacun un corps complet de professeurs, des sommes considérables. Les deux universités dont nous venons de parler exigent encore des étudiants le test (reconnaissance de l'Eglise établie) qui a été supprimé à Oxford et à Cambridge.

Ces détails sommaires sur les établissements d'instruction supérieure de l'Irlande suffisent pour expliquer comment le ministre Gladstone s'est trouvé amené à présenter et à soutenir le bill, dont l'acceptation ou le rejet sont devenus un événement politique important.

Qu'est-il résulté en effet de l'organisation que nous venons de décrire ? Les catholiques, voyant leurs enfants exclus en fait du *Trinity College*, où ils ne pouvaient obtenir d'être traités à l'égal des protestants, ont pu tentés de les envoyer aux *Queen's Colleges*, auxquels nul doute (*Dean of residence*) qui put en prendre charge n'est attaché, et dont l'enseignement ne leur plaisait pas, ont été créés en 1854, à Dublin, un collège spécial qui porte le nom de *Catholic University*. Les presbytériens en ont fait autant et *Almage College* a été fondé. Ce n'est pas seulement des élèves de ces collèges qui n'étaient pas assez riches pour aller passer leurs examens hors d'Irlande se sont résignés à suivre quelques cours et à passer leurs examens à Dublin, et bientôt s'est produit ce qui seigneusement relevé par M. Gladstone, que l'Ecosse, moitié moins peuplée que l'Irlande, et de ceux-ci 145 seulement sont catholiques. Et pourtant les écoles primaires en Irlande renferment plus d'un million d'enfants, et la population catholique, comme nous l'avons dit, est supérieure à 4 millions d'âmes.

Dans l'intérêt de l'instruction universitaire elle-même, pour l'avancement de laquelle le gouvernement semblait faire sans succès des dépenses considérables, et afin de rendre justice aux catholiques, dont les plaintes étaient évidemment fondées, du moins sous plusieurs rapports, ne fallait-il pas remédier à ce triste état de choses ? Dès 1867, l'infatigable M. Fawcett le pensait et posait devant la Chambre des Communes la question que M. Gladstone propose aujourd'hui de résoudre, mais d'une manière peu conforme aux vœux de son indépendant collègue. Voici brièvement l'économie du projet gouvernemental ; il est l'application des principes déjà adoptés en ce qui touche l'enseignement supérieur en Angleterre.

Il n'y aura plus en Irlande qu'une université donnant l'enseignement et confiant des grades, celle de Dublin, la *Queen's University* et le collège de Galway devant être supprimés. A cet établissement, qui aura pour chancelier le lord-lieutenant d'Irlande, restera attaché le *Trinity College*, auquel on joindra les collèges de Belfast et de Cork. Toute espèce de test sera abolie. Les places et les bourses seront à la disposition de tous les étudiants, quelle que soit leur confession. Les jeunes gens n'appartenant à aucun collège seront admis dans l'université réorganisée, et si l'un de leurs condisciples ne seront contraints de suivre les cours de tel ou tel professeur. L'université elle-même sera émanée de la tutelle des collèges au moyen

de la création d'un conseil de vingt-huit membres qui, jusqu'en 1885, seront désignés par le Parlement, et cela afin d'éviter que le sénat de l'université actuelle ne fasse choix de personnes entièrement soumises à son influence. Ce conseil exercera pendant dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1875, les fonctions que remplissent actuellement le proviseur et les sept *fellows* de *Trinity College*, c'est-à-dire qu'il nommera les officiers de l'université, immatriculera les étudiants, admettra, s'il y a lieu, de nouveaux collèges à faire partie de l'établissement, désignera les professeurs et les lecteurs. Si des vacances surviennent, il y sera pourvu par voie de cooptation entre la Couronne et le conseil. En 1885, ce conseil, alors composé de 28 membres ordinaires et de membres adjoints que nommeront les collèges ayant 50 élèves et plus (chacun d'eux en pourra désigner un ou deux), sera régulièrement constitué. Le sénat actuel continuera d'exercer ses fonctions et de nommer les députés au Parlement ; le nombre de ses membres s'augmentera naturellement par l'admission d'*alumni* de la *Catholic University* et de *Mayge College*.

Voilà pour l'organisation de la nouvelle université. Quel est son enseignement ? Il ne comprendra plus la théologie, dont les chaires continueront cependant d'exister, mais à part, sous la surveillance et la direction des représentants de l'ancienne Eglise établie d'Irlande. Le nouvel établissement n'aura ni chaire d'histoire moderne ni chaire de philosophie morale et de métaphysique. Les aspirants aux grades ne seront interrogés que s'ils le désirent sur ces deux sujets, lesquels ne feront l'objet d'aucun examen lorsqu'il s'agira de distribuer aux étudiants des bourses ou de leur accorder les prix et récompenses qui leur sont réservés. Les professeurs qui offenseront à dessein les principes religieux de leurs élèves pourront être punis ou réprimandés.

En ce qui touche le point de vue financier, le bill qui propose d'attribuer à la nouvelle université le quart de la fortune actuelle de *Trinity College* qui s'élevait à 86,000 livres. Cette opération laisserait encore ce collège le plus riche que l'on connaisse, et il pourrait doter convenablement, de même que les établissements rivaux, certaines chaires de l'université à la création de laquelle les uns et les autres gagneraient certainement. Il serait attribué de plus à cette dernière un nombre suffisant de *fellowships* et de bourses, les fonds nécessaires étant obtenus par application d'une partie de la somme qui a été laissée disponible la suppression de l'Eglise établie d'Irlande, et dont ce pays doit exclusivement profiter.

Londres, 10 mars. — *Chambre des Communes*. — M. Fortescue dit qu'une correspondance a été ouverte avec l'Amérique en vue d'obtenir que la marine anglaise dans les eaux américaines soit placée dans les mêmes conditions que la marine étrangère dans les eaux anglaises.

M. Gladstone dit que les gouvernements anglais et américains ont décidé d'offrir un objet de prix à chacun des membres du tribunal arbitral de Genève.

— Le câble transatlantique de 1865 est interrompu.

— Nous avons reproduit hier un article du *Times* d'après lequel sir Samuel Baker aurait perdu 170 hommes, sur les 200 dont sa troupe se composait, dans un combat contre un chef africain. Nous trouvons maintenant dans la *Kleinische Zeitung* une correspondance de Khartoum, 21 janvier, qui confirme, mais ajoute qu'il n'y a eu que 30 hommes dans la lutte contre les forces du roi de Kaniwa « de sorte que » son effectif se trouvait réduit à 170 hommes. La version de la feuille rhénane est certainement plus vraisemblable que le récit du *Times*. A la date de la correspondance, sir Samuel Baker était à Fatonkou, mais le gros de ses forces, dont les 200 hommes en question ne formaient qu'un petit détachement, était resté à Gondokoro.

— M. Charles Knight, auteur ou directeur d'un grand nombre de publications populaires anglaises, notamment du *Penny Magazine*, de la *Penny Cyclopædia* et du *Shakespeare pictorial*, vient de mourir à Addlestone, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Dans la séance du 12 mars de la Chambre des Députés, le président de l'Assemblée, M. Bianchi, a donné lecture d'une lettre du duc d'Aoste (le roi Amédée), exprimant la reconnaissance du prince pour l'adresse de bienvenue que la Chambre lui a votée.

« J'avais accepté la couronne d'Espagne, — dit la lettre du roi Amédée, — dans l'espoir de rendre la paix à ce pays, mais dès que j'ai vu que l'Espagne ne pouvait pas être heureuse sous mon gouvernement, j'ai déposé la couronne, avec la conscience d'avoir loyalement respecté la Constitution que j'avais jurée. L'Italie trouvera toujours en moi un soldat patriote. »

— Les journaux de Rome du 11 mars annoncent que le roi Victor-Emmanuel a nommé le duc d'Aoste lieutenant-général.

— On mande de Rome, le 10 mars, que le pape a reçu une commission du comité central de l'Union catholique italienne résidant à Florence, laquelle lui a soumis un projet de déclaration à Assise, dans le but d'honorer un des principaux fondateurs des ordres religieux, au moment où le Parlement prépare la destruction des corporations catholiques. Le pape a donné son approbation, ajoutant qu'une telle démonstration honorerait le triomphe de l'Eglise. Le pèlerinage s'effectuera incessamment.

Rome, 11 mars. — Des sommes considérables ont été offertes au pape par une députation internationale.

La Belgique a envoyé plus d'un demi-million.

Le pape, recevant M. d'Hamel, sénateur belge, a dit que la Belgique est remarquable dans ses luttes en faveur de l'Eglise.

Le comte et la comtesse de Flandre sont partis dans la matinée pour Venise.

— Le *Daily Telegraph* publie une dépêche de Rome disant qu'à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la mort de Mazzini, la police a empêché une députation de démocrates d'aller visiter son tombeau.

Les soldats sont intervenus pour empêcher des désordres.

— *Pays-Bas*. — Le volumineux rapport de la commission de la section centrale sur la réforme électorale, ainsi que la réponse du conseil des ministres, sont aujourd'hui publiés. Le rapport formule une série de fins de non-recevoir ; en voici le passage le plus saillant :

« La grande majorité ne voit pas la nécessité d'une révision du cens électoral, en tant qu'il s'agit de lui donner un caractère général. Vainement on chercherait une raison pour la modifier. Si l'on considère la pratique de la loi électorale, l'absence de vie politique dans la plus grande partie du pays, l'indifférence des électeurs, dont très-souvent 60 0/0 ne prennent pas part aux élections, les moyens souvent employés pour les pousser au scrutin, on devrait penser que le cens électoral de

20 à 168 florins est plutôt trop bas que trop élevé.

La commission croit aussi qu'on devrait dissoudre la première Chambre et tous les conseils provinciaux et communaux. Elle conclut en demandant une enquête.

Le gouvernement répond qu'il a communiqué à la Chambre les renseignements dont il peut disposer, qu'on ne saurait sérieusement songer à faire une enquête dans 600 communes, sans savoir d'une manière exacte sur quels points elle doit rouler. Or, ces points, la commission refuse de les préciser, elle soutient qu'il était à la mission du gouvernement.

Ainsi le gouvernement, en vue de la dissolution de la Chambre, ne tient pas à faire examiner par une législature à l'agonie des lois d'une grande importance ; de son côté, la Chambre ajourne aussi longtemps que possible la question électorale qui doit décider de son existence.

Dans la séance de lundi le président a annoncé qu'il attendait une nouvelle communication du gouvernement ; la majorité a rejeté une proposition de M. Van Houten, tendant à mettre la loi électorale à l'ordre du jour de vendredi prochain.

Le projet de loi présenté par M. Van Houten, pour régler le travail des enfants dans les manufactures, propose comme règle de défense du travail aux enfants au-dessous de 12 ans. Toutefois, exceptionnellement, l'autorité communale pourrait autoriser le travail pendant 6 heures au maximum, mais dans aucun cas pendant la nuit, et à la condition que les enfants fréquentassent l'école au moins 3 heures par jour.

(Journal de Liège.)

Le père Hyacinthe est arrivé à Genève le 12 mars et doit ouvrir ses conférences dans cette ville après-demain, lundi.

Espagne.

Il paraîtrait, dit le *Nord*, que la tranquillité n'est pas aussi complètement rétablie à Barcelone que les dépêches de Madrid l'avaient annoncé. Dans la soirée du 10 mars le ministre de l'intérieur, interpellé à l'Assemblée, a exprimé l'espoir que M. Figueras réussira à rétablir l'ordre. Pour que dans un pareil moment le chef du pouvoir exécutif ait quitté la capitale, et se soit rendu lui-même en Catalogne, il faut que la situation ne soit pas sans gravité. Le ministre de l'intérieur a dit encore que c'est l'indiscipline de la garnison de Barcelone qui a été la principale cause de l'émeute. Le gouvernement semble vouloir rendre l'ancien capitaine-général responsable de ce fâcheux état de choses, qui serait dû, selon lui, à la précipitation avec laquelle ce fonctionnaire a quitté son poste dans un moment critique. Si nous avons bonne mémoire, ce n'est pas du tout volontairement que le général Gaminda a abandonné son poste, mais à la suite d'une manifestation militaire à la tête de laquelle s'étaient placées la municipalité et la députation provinciale. On ne voit guère comment ce fonctionnaire aurait pu se maintenir, abandonné qu'il était par les troupes, avec lesquelles les autorités civiles faisaient cause commune. Il est possible que le général Gaminda mérite d'être puni, mais à coup sûr la municipalité et la députation provinciale ont été pour le moins aussi coupables que lui, en s'arrogeant le droit de destituer le capitaine-général et en donnant aux troupes l'exemple de la désobéissance à la loi. Cette confusion de pouvoirs et cette anarchie administrative n'ont d'autre effet que de croître et embêter à Barcelone. Aujourd'hui un télégramme nous apprend que la députation provinciale a décidé que les soldats seraient licenciés et recrutés ensuite comme volontaires pour combattre les carlistes. Les autorités civiles de Barcelone disposent de l'armée ni plus ni moins que si elles étaient l'Assemblée Nationale d'Espagne. M. Figueras n'aura pas une mince besogne pour ramener tout ce monde à des procédés corrects.

M. Castelar vient d'adresser aux puissances étrangères un nouveau mémoire qui se termine par cette assurance : « Nous sommes des libéraux ; nous ne sommes pas des démocrates. »

Que MM. Castelar, Figueras et leurs collègues du gouvernement ne soient pas des démocrates, c'est fort possible ; mais cela ne suffit pas. MM. Jules Favre, Ernest Picard et Trochu n'étaient pas des démocrates non plus lorsqu'ils distribuaient aux faubourgs des fusils et des canons qui servaient plus tard à amener le règne de la Commune. Toutes les assurances conservatrices de M. Castelar n'empêchent pas que la démocratie ne soit à peu près maîtresse à Barcelone et ailleurs.

M. Martos ne veut plus être président de la République, et d'autre part on annonce que M. Rivo courtagera prochainement une réunion de tous les députés qui composaient naguère la majorité radicale. Ces faits semblent pronostiquer de nouveaux conflits entre la Chambre et le gouvernement. Quant aux carlistes, ils continuent leurs exploits sur les voies ferrées. De tous les côtés les communications sont interrompues, et l'état de malaise qui en résulte ne constitue pas une des moindres difficultés du régime actuel. Il est certain que jamais encore les carlistes ne se sont montrés aussi audacieux ; l'autre jour une bande a eu la hardiesse de faire une apparition tout près de Madrid.

— La Gazette officielle du 7 publie la note suivante :

« Nouvelle-Castille. — Les commandants de Calatrava et d'Almansa, à la tête des volontaires de la république d'Alcala, ont atteint, dans la journée d'avant-hier, à Buendia, la bande de Castillo, et dans l'engagement qui s'en est suivi ils ont tué 9 hommes et fait plus de cent prisonniers, parmi lesquels s'est trouvé le chef de la bande, et lui ont capturé des armes et autres articles de guerre. »

« Dans la Vieille-Castille, la bande du cabecilla Bonifacio Gomez a été battue, le 4, dans les environs de Balmaseda, par la colonne de Ramales, qui a fait trois prisonniers et capturé des armes et autres articles de guerre. »

« Dans la Grenade, à Velez-Málaga, les carlistes ont voulu troubler l'ordre dans la soirée du 4 ; mais, atteints par les carabiniers et les volontaires, ils ont été battus et mis en déroute, laissant quelques prisonniers dans les mains des assaillants. »

Amérique.

ÉTATS-UNIS. — New-York, 11 mars. — D'après des nouvelles du Mexique, Porfirio Diaz a été nommé président de la cour suprême de justice (poste occupé naguère par M. Lerdo de Tejada, président actuel du Mexique).

Le général américain Austin est arrivé à la station frontière du Mexique sur le Rio-Grand del Norte, afin de prendre des mesures pour garantir la sécurité de la population américaine à la frontière du Mexique.

— Les avis de Montevideo portent que la durée de la quarantaine pour les provenances du Brésil a été élevée à seize jours.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

PRUSSE. — La Chambre des Seigneurs a voté définitivement, avant-hier jeudi, à la majorité de 93 voix contre 63, le projet de loi

sur la modification des art. 15 et 18 de la Constitution. M. de Mantuffel, ancien président du ministère, a contesté l'assertion du prince de Bismarck, selon laquelle, dans les démêlés religieux actuels, il s'agit de la lutte traditionnelle entre la royauté et le sacerdoce. D'après l'opinion de M. de Mantuffel, l'avenir montrera qu'il s'agit, bien au contraire, d'une lutte entre la royauté et le prolétariat.

Le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, assistait à la séance.

M. de Savigny, directement mis en cause par le prince de Bismarck dans son grand discours du 10 mars à la Chambre des Seigneurs, publie dans la *Germania* une protestation contre l'inculpation que les tendances du parti du centre (ultramontain) seraient hostiles à l'empire. L'ancien député à la Diète germanique déclare que ce n'est point le parti conservateur qui a changé de principes, mais bien le gouvernement prussien lui-même, « dont tous les patriotes, catholiques ou protestants, ne peuvent que déplorer de tout leur cœur l'attitude actuelle dans le domaine politico-ecclésiastique. »

ITALIE.

Florence, 11 mars. — L'Assemblée des actionnaires des chemins de fer romains a approuvé la proposition de nommer une commission chargée de vérifier la situation financière, d'examiner s'il est possible de garantir l'autorité de la société, et s'il est convenable d'accepter la proposition de rachat faite par le gouvernement, on quelles seraient les modifications à introduire s'il y a une autre opération convenable pour les intérêts de la société qu'en traitant avec le gouvernement, et sur les bases de l'accord à intervenir.

Les dernières nouvelles d'Espagne se résument en quelques renseignements relatifs aux opérations contre les carlistes. Une dépêche signale plusieurs victoires des troupes, mais un autre télégramme parle d'une défaite du général Nouvilas, qui, après avoir éprouvé des pertes considérables, aurait été obligé d'aller se réfugier à Pamplune.

D'après un bruit répandu par des journaux de Madrid, les députés radicaux andalous auraient décidé de provoquer une réunion des députés de leur province pour proposer l'abolition de l'Andalousie comme État fédéral, sur les bases de la liberté du commerce et de la déclaration comme ports francs des ports de l'Andalousie. Un centre révolutionnaire fédéral se serait également formé dans la capitale.

M. Figueras a été reçu en Catalogne avec enthousiasme, dit le télégraphe. Pendant son absence de Madrid, c'est M. Pi y Margall qui se trouve chargé de la présidence du pouvoir exécutif.

— On lit dans le *Tiempo* du 9 mars :

« La séance d'hier de l'Assemblée Nationale devait être solennelle, et elle l'a été en effet dès le début. »

« Lecture ayant été faite du rapport et du projet de loi de M. Primo de Rivera, M. Figueras, président du pouvoir exécutif, a demandé la parole et a revendiqué comme la première nécessité du moment l'esprit de discipline dans l'armée et à préché le respect et l'empire de la loi. M. Figueras a terminé en faisant de l'approbation du rapport et de la loi une question de cabinet. »

« M. Primo de Rivera, en développant son amendement, a dit prévoir des malheurs sans nombre pour le pays, dans les vingt-quatre heures qui suivraient le rejet du projet de loi présenté par lui, car, a-t-il dit, le gouvernement se retirerait immédiatement, les républicains ne voudraient ni former un ministère homogène ni faire partie d'un cabinet de conciliation, tandis que, d'un autre côté, un gouvernement complètement radical deviendrait une impossibilité absolue, car ce gouvernement n'aurait et ne pourrait exercer aucune autorité morale. L'orateur a conclu en prévoyant le grand malheur que, en désespoir de cause, on ne fit allégeance à l'anarchisme. »

Après quelques menaces faites par le député Ruben Donadan, qui, au nom de Barcelone, a déclaré que si la république n'est pas soutenue par l'Assemblée, la capitale de la Catalogne se chargera elle-même de régler l'affaire, M. Martos a pris la parole, et, dans un chaleureux et patriotique discours, où il a conjuré l'Assemblée tout entière de mettre de côté la question des préférences personnelles pour ne s'occuper que du bien du pays, il a demandé avec instance l'adoption du projet présenté par M. Primo de Rivera comme l'ancrage de salut.

« Le discours de M. Martos achevé, M. Figueras a prononcé les paroles suivantes :

« Messieurs les représentants, après les discours que vous venez d'entendre, vous ne trouverez pas étrange que le gouvernement prononce à son tour quelques paroles. Ce que vient de dire M. Martos mérite de notre part quelques courtes explications. »

« Le gouvernement ne croit pas devoir apprécier les causes de son existence. Il lui suffit de les reconnaître et de reconnaître en même temps la hauteur et l'importance de l'acte que le président de l'Assemblée, au nom de celle-ci et du parti radical, vient d'accomplir. C'est là un acte digne, et il n'y a rien qui compromette la dignité du gouvernement à reconnaître cet acte de dévouement à la chose publique et à remercier celui qui vient de l'accomplir. »

« Je dois ajouter que cet acte oblige doublement le pouvoir exécutif, et cette déclaration, que je fais en mon nom et en celui de tous mes collègues dont je suis l'organe, suffira, je l'espère, pour donner ample satisfaction à MM. les représentants du pays. »

Après ces déclarations de M. Figueras, l'Assemblée a voté la prise en considération du projet de loi présenté par M. Primo de Rivera. On sait qu'aux termes de ce projet, adopté depuis définitivement, les élections sont fixées au 10 mai et la réunion de la Constituante au 1^{er} juin.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

(SERVICE SPÉCIAL DU JOURNAL DE ST-PETERSBOURG.)

Londres, samedi 15 mars.

Depuis le retour de lord Derby à Londres, l'opinion se confirme que le parti conservateur ne compte point sur une majorité assez certaine pour courir le risque de former une administration.

En conséquence, le refus de M. Disraeli de constituer un cabinet ouvrirait la voie à la rentrée des ministres démissionnaires.

Cette chance est prévue comme la solution probable de la crise ministérielle.

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, samedi 15 mars.

constituer
la réso-

pour 100 r.
pour 100 r.
8 th. pour

mins de fer
er Varsovie

UR. 1800

trois mois
trois mois
s mois 318
mois 347 1/2

compa-
tionnel de

quels M-
l'essence par
rats — a
700 fr.
ient encore

cur de la
histoire, de
Duma-
médecine,
dans son
les singu-
personnes.

suifantes,
de de giraffe,
chubarbe.

de l'eau

de porter

Damara à
dame.
semble appuyée
semble très

ait probable-
ait au triple

de bras, et
apeau étant
rêter pour le

après s'être
de lui aucun
rète et s'es-

l'air de dire.
se précipite

voiture, sur
lié et cram-

oulé tout le

onnées, avec le
annonces ju-

cert vocal et
aux vivants,
de la troupe

rs représen-
14
tous les jours
comm sous le
seulement jus-

que
CENTRAL
G.

Quantité de
nugues
Direction et
force du vent

8 SE 1
9 SE 1
10 SE 1
11 SE 1
12 SE 1
13 SE 1
14 SE 1
15 SE 1
16 SE 1
17 SE 1
18 SE 1
19 SE 1
20 SE 1
21 SE 1
22 SE 1
23 SE 1
24 SE 1
25 SE 1
26 SE 1
27 SE 1
28 SE 1
29 SE 1
30 SE 1
31 SE 1
32 SE 1
33 SE 1
34 SE 1
35 SE 1
36 SE 1
37 SE 1
38 SE 1
39 SE 1
40 SE 1
41 SE 1
42 SE 1
43 SE 1
44 SE 1
45 SE 1
46 SE 1
47 SE 1
48 SE 1
49 SE 1
50 SE 1
51 SE 1
52 SE 1
53 SE 1
54 SE 1
55 SE 1
56 SE 1
57 SE 1
58 SE 1
59 SE 1
60 SE 1
61 SE 1
62 SE 1
63 SE 1
64 SE 1
65 SE 1
66 SE 1
67 SE 1
68 SE 1
69 SE 1
70 SE 1
71 SE 1
72 SE 1
73 SE 1
74 SE 1
75 SE 1
76 SE 1
77 SE 1
78 SE 1
79 SE 1
80 SE 1
81 SE 1
82 SE 1
83 SE 1
84 SE 1
85 SE 1
86 SE 1
87 SE 1
88 SE 1
89 SE 1
90 SE 1
91 SE 1
92 SE 1
93 SE 1
94 SE 1
95 SE 1
96 SE 1
97 SE 1
98 SE 1
99 SE 1
100 SE 1

rouillard.

sur la partie
et au Sud de
des provinces
reim: un grand
Le minimum
ait marche vers
ix et le maximum
Sud de l'Em-
le temps y est
un orage est

A VENDRE

un traineau et un droiki d'occasion (égoïstes). S'ad.
canal de la Moika, maison n° 101, log. n° 6. 563

LOUIS MÜLLER. Névsky, 44, log. 31. 527

PAIN NOIR. Nous avons l'honneur d'annon-
cer à l'honneur public que
nous faisons, dans notre four à vapeur patentié bien
connu, du pain excellent, de la meilleure farine, et
que nous le vendons dans nos magasins: 1° Place de
l'Amirauté, n° 8; 2° Grande Sadovaya, en face
du jardin Youssoupow, n° 47, magasin n° 13, et
3° à notre fabrique, Vass-Ostr, n° 56. 561

Henry D. Moore & C.

NEW ENGLISH. CIRCULATING LIBRARY. Biblio-
thèque d'abonnement de
Postnikov. Grande Sadovaya, vis-à-vis le jardin
Youssoupow. Abonnement pour la lecture des livres
anglais. Choix des plus nouveaux romans. Prix
d'abonnement modéré. 573

A LOUER

un appartement au bel étage, 1 salon, 2 chambres
et cuisine, très convenable pour un comptoir, au
Sadovaya, Grande rue des Écuries, près de la
perspect. Nevsky, n° de l'église St-Pierre, log. 13.

COMPAGNIE DE ST-PETERSBOURG

D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE ET DE RENTES ET CAPITAUX.

Capital de fondation versé 2,400,000 r.
(Outre réserves.)

Cette Compagnie, fondée en 1858, conclut aux conditions les plus avantageuses et, à
des primes fixes et modérées: 1° des assurances contre l'incendie de meubles et d'immeubles de toute
espèce; 2° des assurances de toutes catégories de rentes et capitaux sur la

vie, notamment pour assurer l'avenir des familles, la tranquillité de la vieillesse, pour
la dotation des enfants, les pensions aux veuves et les rentes viagères. Les maladies
épidémiques, telles que choléra, typhus, petite vérole, etc., ainsi que la mort subite, ne
libèrent pas la Compagnie de l'obligation de payer les sommes assurées chez elle.

Les statuts, tarifs des primes et formules de déclaration sont délivrés gratuitement
au bureau de la Compagnie, Grande-Morskaia, n° 32 (près de la rue
aux Pois), tous les jours de 10 h. à 3 h., les dimanches et jours fériés exceptés, et
dans les villes de gouvernement et de district, chez les agents de la Compagnie. On y
donne également tous les renseignements désirables. 593

Comptoir russe de commission à Vienne

autorisé par le gouvernement impérial et royal
d'Autriche.

A dater du 1^{er} mars 1873 seront ouvertes en Russie des commandites du susdit
comptoir pour les personnes qui pendant l'exposition universelle de Vienne voudraient
s'assurer d'avance un logement, des gens de service, des équipages, des interprètes,
etc; et qui, à leur arrivée dans la capitale de l'Autriche, désirent y être reçues à la
gare du chemin de fer par les employés du comptoir.

Ledit comptoir de Vienne aura ses agents: à St-Petersbourg, comptoir de trans-
port Pévoscich au coin de la Vladimirskaia et de la perspective Nevsky, n° 45; à
Moscou, M. Scorniakov, chef de la station du chemin de fer Nicolas, et à Varsovie, le
propriétaire de l'hôtel de l'Europe. En outre il y aura des agents à Kiev, à Odessa et
à Tiflis.

On est prié de s'informer pour les détails chez les agents ci-dessus nommés, ou se
trouve le plan de Vienne, avec l'indication des logements à la disposition du comptoir,
de même qu'un tableau indiquant les prix actuels et futurs. 611

COURONNES

AGENCE COMMERCIALE GRATUITE.

POUR TONNEAUX. en fer-blanc vernis se vendent au magasin de
D. Zwerner, de trois à cinq roubles la pièce, au
Perspective Nevsky n° 46.

BANQUE DE COMMERCE PRIVÉE

DE ST-PETERSBOURG.

Bilan au 1^{er} mars 1873.

ACTIF	R.	C.
Caisse	663,764	75
Compte de la Banque de l'Etat, compte courant et intérêts	1,689,396	36
Aux autres Banques	2,209,729	27
Valeurs appartenant à la Banque	2,578,959	40
Effets escomptés	4,611,796	48
Effets sur l'étranger	540,292	28
Effets envoyés à l'encaissement	30,003	13
Avances sur fonds publics	2,490,350	50
Comptes courants étrangers	4,473,584	50
Divers	446,448	70
Compte d'immeuble	120,000	50
Frais et débours non encore portés en compte	4,095	37
Administration de la Banque et frais divers	23,260	02
Mobilier et frais de premier établissement	12,600	00
A compte du dividende pour 1872	86,630	00
	19,930,840	24

PASSIF	R.	C.
Capital	5,000,000	00
Capital de réserve	483,898	80
Comptes courants à intérêts	11,095,847	11
Dépôts à échéances fixes	2,651,185	30
Effets à payer	441,000	00
Dividendes non encore réclamés	7,779	90
Profits et pertes 1872	613,711	23
Profits et pertes 1873	87,507	90
	19,930,840	24

La vente chez **EMILE MELLIER**, libraire de la Cour impériale,
au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à St-Petersbourg.

FIGUET. L'année scientifique et industrielle.
16^e année: (1872). 1 vol. in-12; prix
1 r. 25 c.
— Le lendemain de la mort ou la vie future
selon la science. 1 vol. in-12; prix 1 r.
25 c.
MALOT. La belle M^{lle} Denis. 1 vol. in-12; prix
1 r. 25 c.
COLET (M^{lle} Louise). Les dévots du grand
monde. Types du second empire. 1 vol.
in-12; prix 1 r. 5 c.
VIRIARTE. Les puritains. Scènes de la vie pari-
sienne. 1 vol. in-12; prix 1 r. 25 c.
DIGUET. La belle aux cheveux d'or. 1 vol.
in-12; prix 1 r. 25 c.
GERSPACH. Etudes sur la Commune. Le Colo-
nel Rossel. 1 vol. in-8; prix 1 r. 5 c.
AUGER. Récits d'outre-mer. 1 vol. in-12; prix
1 r. 5 c.
VAPERAUD. Dictionnaire universel des contes
populaires. Supplément à la quatrième édi-
tion par Léon. Garnier. 1 vol. in-8; prix
70 c.
ADOLPHE MICHEL. Les missionnaires bottés de
Louis XIV. Roman historique. 1 vol. in-12;
prix 70 c.
RANGLER. Le Prince de Morée. Traduction du
grec autorisée par l'auteur. 1 vol. in-12;
prix 1 r. 5 c.
MULLER. Récits champêtres. 1 vol. in-12; prix
1 r. 5 c.
KARR. Les Guépées. 2^e année: 20^e livraison;
prix 25 c.
MARINER. Recherches sur la ventilation natu-
relle et la ventilation artificielle. 1 brochi-
ure; prix 1 r. 5 c.
N. B. Le port pour l'intérieur sera calculé selon le
nouveau tarif de la poste.

J'ai la douleur d'annoncer aux parents et
amis la nouvelle du décès de mon époux bien-
aimé M. le conseiller d'Etat actuel
EDOUARD STRIEDTER
mort le 2 mars, après une courte maladie.
Le service funéraire aura lieu mardi 6 mars
à 2 heures après-midi à l'église réformée.
Grande rue des Écuries, n° 613.
Il n'y aura pas d'invitations spéciales.
Julie Striedter
née de Kleinenberg.

A LOUER UN LOGEMENT

de 6 pièces, Grande-Morskaia, n° 62. 608

CDS MICHEL & VERRIERS (B-logique).
demande des personnes avec bonnes références
pour s'occuper de placements.
Ecriture franco (1872). 615

LA BANQUE D'ESCOMPTE

ET DE PRÊTS

de St-Petersbourg

porte à la connaissance générale, sur la demande qui lui en a été faite par la
Banque de commerce privée de Kiev, que le dividende du qua-
trième coupon des parts et actions de la Banque de commerce de
Kiev pour l'année 1872 forme pour chaque part 2,961 r. 87 c. et pour
chaque action 49 r. 86 c. — sommes qui seront payées par la Banque d'es-
compte et de prêts de St-Petersbourg tous les jours, les dimanches et fêtes ex-
ceptés, de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi. En remboursant
les coupons la Banque prélèvera la commission qui lui revient. 570

BANQUE DE COMMERCE DE RÉVAL

BILAN AU 27 FEVRIER 1873.

ACTIF	R.	C.
Caisse	88,425	62
Avoir chez différents banquiers et dans divers établissements de Russie et de l'étranger	366,578	72
Effets et valeurs en commission	690,806	74
Effets sur l'intérieur et l'étranger	877,563	66
Avances contre nantissement de valeurs et marchandises	1,232,465	03
Première installation: frais de construction du comptoir, courses, impressions, fournitures de bureau, etc.	9,612	01
Mobilier et coffres-forts	7,854	68
Papier timbré	986	50
Intérêts acquis	14,276	66
5 0/0 jusqu'au 31 décembre sur les 500,000 r. des actions de la II ^e émission	1,696	94
Faux frais: gages, loyers, taxes de guilde, etc.	15,873	60
	29,765	10
	3,319,931	66

PASSIF

PASSIF	R.	C.
Capital d'actions	1,000,000	00
Dépôts à terme fixes et indéterminés	886,400	38
Dépôts sur quittances de douane	101,895	50
Dépôts en comptes-courants	154,801	72
Créanciers divers	1,092,597	10
Intérêts et commission	1,086,821	33
	144,513	23
	3,319,931	66

COMPAGNIE D'ASSURANCE RUSSE CONTRE L'INCENDIE.

Conformément au § 32 des statuts, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 24
février dernier, a eu lieu l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, à la
ratification de laquelle a été soumis le compte-rendu suivant de la direction de
la Compagnie pour l'année 1872, éconclue.

Compte-rendu et bilan de la Compagnie russe d'as-
surance contre l'incendie pour 1872.

Bilan au 31 décembre 1872.

ACTIF	R.	C.
Caisse	2,332	36
Compte de la Banque de l'Etat:		
En comptes courants	14,615	50
Intérêts au 1 ^{er} janvier 1873	234	63
	14,849	63
Compte de la Banque de commerce internationale de St-Petersbourg:		
En comptes-courants	113,516	11
Intérêts au 1 ^{er} janvier 1873	1,483	89
	115,000	
Compte de la Banque d'Escompte de St-Petersbourg:		
En comptes-courants	8,900	
Intérêts au 1 ^{er} janvier 1873	1,892	39
	10,792	39
Compte de la Société de Crédit mutuel:		
Versement des membres	1,000	
En comptes-courants	32,833	82
Dividende pour 1872	195	50
Intérêts au 1 ^{er} janvier 1873	900	81
	34,930	13

Billets 5 0/0 de l'emprunt intérieur à primes:	R.	C.
Valeur de 20 billets au cours du 31 décembre 1872	3,080	
Intérêts au 1 ^{er} janvier 1873	41	66
	3,121	66

Comptes de divers:	R.	C.
Dettes pour garantie de fonds publics et de papiers à intérêts, conformément à une décision de l'as- semblée générale des actionnaires du 12 mai 1868.	440,721	42
Mobilier	10,000	
Frais de première installation de la Compagnie		
Impression des statuts, quittances, avis préalables, actions, instructions, registres, etc.	12,667	10
Déduction de 10 0/0 pour 1872	2,607	31
	10,059	79

Compte des agents:	R.	C.
Primes aux agents, frais de douane et de port et restants sur le paiement des indemnités	107,321	68
Compte de diverses compagnies d'assurances:		
A devoir par elles	43,347	48
Compte des dépenses pour 1873:		
Taxes de guiltes, loyer, avances pour 1873, etc.	3,532	52
	795,519	06

PASSIF	R.	C.
Capital de fondation:		
Capital de fondation 2,500,000 r. dont en vertu du § 5 des statuts il a été émis 10,000 actions à 50 r.	500,000	
Capital de réserve:		
Au premier janvier 1872	24,000	
Versements pour 1872, conformément au § 43 des statuts	12,000	
	36,000	
Compte des primes de réserve:		
Primes de réserve pour 1872	112,443	58
Redevances au profit du trésor	10,973	01
Compte des intérêts:		
Recu d'avance pour 1873	4,241	84
Compte des directeurs:		
Honoraires de 3 directeurs, conformément au § 23 des statuts	5,000	
Compte des dividendes non réclamés	14,468	69
Pour 1872	51,817	94
Pour 1873	66,276	63
Comptes d'anciens dividendes:		
Dividende non réclamé	584	
Compte des dividendes de 1872:		
A payer aux actionnaires	60,000	
	755,519	06

BILAN

DE LA

BANQUE D'ESCOMPTE

DE ST-PETERSBOURG

A U 1^{er} MARS 1873

ACTIF.

ACTIF	R.	C.
Caisse	503,843	11
Comptes-courants dans divers établissements de Banque de la place	1,643,631	01
Avances remboursables à demande (on call):		
Sur fonds publics garantis	45,000	
non garantis	45,000	
Fonds publics	5,013	30
Effets sur la Russie	15,480,558	70
Effets sur l'étranger, or et argent, bons de monnaie	1,148,343	06
Avances à époque déterminée:		
Sur fonds publics garantis	5,515,453	
non garantis	2,494,400	
	8,009,853	
d' marchandises		
Correspondants de la Banque:		
Leurs comptes	4,940,552	98
Comptes de la Banque	1,444,060	70
	6,384,613	68
Comptes divers	2,552,005	90
Frais divers pour 1872	209,428	51
Frais divers pour 1873	16,066	02
A compte des dividendes pour 1872	327,215	25
Sommes diverses portées sur le compte provisoire	473,546	91
Frais d'installation de la Banque	16,364	99
Courage et papier timbré	24,938	96
	36,847,959	80

PASSIF.

PASSIF	R.	C.
Capital social	5,000,000	
1 ^{er} versement sur actions II ^e émission	1,500,000	
	6,500,000	
Capital de réserve	174,651	71
Comptes-courants	14,940,218	71
Correspondants de la Banque:		
Leurs comptes	3,948,493	
Comptes de la Banque	2,725,704	84
	6,674,197	84
Comptes divers	618,205	06
Dépôts à échéance indéterminée	4,635,656	16
Dépôts à échéance déterminée	1,215,896	10
Traites acceptées	145,245	60
Dividende non payé pour 1871	1,031	95
Compte de profits et pertes:		
pour 1872	1,713,189	31
1873	229,667	36
	36,847,959	80

Compte-rendu de la Compagnie d'assurance russe

contre l'incendie

du 1^{er} janvier 1872 au 1^{er} janvier 1873.

Recettes.

	R.	C.	R.	C.
Primes d'assurances, déduction faite de celles restituées par suite de changement dans les conditions d'assurances	1,508,485	44		
Remis à d'autres Compagnies, pour réassurance.	958,596	41		
	549,889	03		
Transfert au compte des primes de réserve de 1872	102,507	28		
			652,396	31
Intérêts sur avances et sur change de fonds	33,470	01		
Déduction des intérêts reçus d'avance sur 1873	4,241	84		
	29,228	17		
Intérêt au 1 ^{er} janvier 1873.				
Compte courant de la Banque de l'Etat.		234	63	
> Banque internationale de commerce de St-Petersbourg		1,483	89	
Compte courant de la Banque d'escompte.		1,392	39	
> Société de Crédit mutuel		1,096	31	
Coupons de 20 billets 5 0/0 de l'emprunt intérieur à primes.		41	66	
			33,477	05
			686,873	36

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VÉRITABLES MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
de **WHEELER & WILSON**
Petite Morskaja, n° 14.

VÉRITABLES CIGARES de la HAVANE
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis l'hôtel K...
CHAM

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis l'hôtel K...
CHAM

HAASENSTEIN & VOGLER
(OFFICE DE PUBLICITÉ)
HAMBURG. Neuerwall, 50.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Pétrowsky, m. Popov, près l'Ermitage.

OFFICE DE PUBLICITÉ
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichstrasse, n° 66, à Berlin.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Polze.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douane.

LA MAISON DE BANQUE
de **Mawrikij Nelken**

à Varsovie et à St-Petersbourg

achète toute espèce de papiers et fonds, cotés aux Bourses de St-Petersbourg et de Varsovie, au cours du jour.

Aux mêmes conditions que les autres banques, la maison de banque Mawrikij Nelken, tant à St-Petersbourg qu'à Varsovie, accepte des dépôts et ouvre des comptes-courants aux personnes qui déposent au moins 100 r., payant 7 0/0 par an. La maison de banque fournit des avances contre nantissement de tous papiers cotés à la Bourse de St-Petersbourg. Le montant de l'avance est fixé à 5 0/0 et 10 0/0 au-dessous du cours de la Bourse.

MAWRIKIJ NELKEN.
Perspective Nevsky, n° 14, maison Maderni.



MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES

système **CALLEBAUT**

ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTÈMES

HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.

LÉON CASTILLON

COMMISSIONNAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872

Les aigles Impériales et deux grandes médailles d'or.

A St-Petersbourg, au coin de la Gr-Morskaja et de la persp. Nevsky,

m. Elisavé, 15-16; à Moscou, pont des Marchands, 11, m. Komarov.

Ouverture de la saison: le 1^{er} mai.

EAUX DE NEUENHAHR Station de Remagen.

situées dans la vallée pittoresque de l'Ahr, entre Cologne et Coblenz. — Thermes alcaliques 20 à 40 degrés Cels., riches en acide carbonique, éminemment efficaces contre le diabète et toutes les maladies chroniques des organes de la digestion et de la respiration, ainsi que contre les rhumatismes et les maladies des femmes.

La maison de cure est jointe aux bains. — Des renseignements détaillés sont donnés par la direction. R. M. 173

VAUXHALL DE CATHERINEHOFF

Dimanche 4 mars, représentation extraordinaire avec le concours des artistes russes et français, ainsi que de plusieurs nouveaux artistes.

Jardin d'hiver, montagnes de glace, salons et cabinets particuliers.

Le concert finira à 2 heures.

DIMANCHE, 4 MARS, 614

OUVERTURE DE "L'HOTEL-ROYAL"

N° 80, perspective Nevsky, près la Litteina, N° 80.

Construit avec tout le confort et l'élégance désirables. 600

A LA SALLE DE L'ASSEMBLÉE DES NEGOCIANTS RUSSES

DIMANCHE, 4 MARS, à 8 heures du soir,

CONCERT

donné par **PAUL DE SCHLÖZER,**

avec le concours

de **M^{re} Léchéitzky, M. Aner, professeur au Conservatoire,**

et autres.

Les pianos sortent de la fabrique de **M. Schröder.**

Les billets à 5, 3, 2 et 1 r. se vendent aux magasins de musique Bernard, Bessel et Johannson. 601

AU THÉÂTRE MICHEL.

Lundi 5 et mardi 6 mars

GRANDES REPRÉSENTATIONS FANTASTIQUES ET PHYSIQUES

avec les nouveaux programmes

du célèbre magicien magnétiseur

professeur BECKER

avec le concours des dames gymnastes nouvellement enga-

gées à Paris:

1) Miss Azella et Miss Rosita, surnommées les phénomènes

aériens.

2) Miss Léopoldine Addaker, surnommée l'Etoile du Nord.

3) Une troupe de vélocipédistes composée de quatre dames,

et de **Mister Kii.**

4) **M^{re} Franzini,** vélocipédiste américaine sans paille.

Pour la clôture de la représentation:

Grands tableaux vivants, académiques et mythologiques, par

douze dames sous la direction de:

PAOLO BACCHERA de Turin.

Le programme des soirées sera donné par les affiches. On com-

mençera à 7 1/2 heures du soir.

On peut se procurer des billets journalièrement à la caisse du théâtre Michel. 595

LE MÉMORIAL DIPLOMATIQUE

JOURNAL INTERNATIONAL, POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER

Paraissant le samedi.

Directeur: **ÉDOUARD SIMON.**

Ce journal, qui vient d'entrer dans sa dixième

année d'existence, est le seul organe exclusi-

vement consacré aux questions de politique interna-

tionale et aux intérêts qui s'y rattachent.

Le **Mémorial Diplomatique** suit, avec une sol-

licitude particulière, le développement admirable

des armées, de manière à faciliter les recherches.

Bureaux: 257, rue Saint-Honoré, à Paris.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

Pour Paris: Six mois, 20 fr.; Un an, 40 fr. — Pour la Russie: Six mois, 23 fr.; Un an, 46 fr.

On s'abonne, en Russie, aux bureaux de poste.

LA DIRECTION DU CHEMIN DE FER

DE

KOURS-KHARKOW-AZOW

fait un appel aux personnes qui désireraient se charger, après enchères et con-

formément aux conditions, de la fourniture du matériel d'éclairage, de graissage

et autres qui sont nécessaires dans les magasins de la Société du chemin de fer

de Koursk-Kharkow-Azow. Les enchères pour cette fourniture auront lieu le

20 mars courant, à midi, à Kharkow, au siège de la direction du chemin de fer,

au moyen de soumissions cachetées.

Les conditions de cette fourniture et la liste avec la dénomination du maté-

riel et de la quantité du matériel nécessaires seront distribuées par la direction

à partir du 1^{er} mars tous les jours entre midi et trois heures.

Les soumissions doivent être adressées au nom du directeur du chemin de

fer jusqu'au 20 mars 1873, à midi, avec la suscription: « Soumission pour la

fourniture de matériel pour les magasins du chemin de fer de Koursk-Khar-

kow-Azow. »

Les soumissions doivent contenir:

a. La dénomination des différents objets de matériel.

b. Le prix de fourniture.

c. L'indication du magasin où le matériel sera fourni et, si la fourniture se

fait dans plusieurs magasins, préciser quels sont les magasins et quel en est le

nombre.

Les personnes qui veulent prendre part aux enchères doivent déposer en

sus de leurs soumissions:

a. Un nantissement dans la proportion de 5 0/0 de la valeur de la fourni-

ture dont on se charge, en argent comptant ou en valeurs garanties par le gou-

vernement, lesquelles sont acceptées au cours de la Bourse.

b. Deux exemplaires d'échantillons du matériel portant le cachet de la per-

sonne ayant déposé la soumission et une étiquette avec le nom de ladite

personne.

Les soumissions qui ne répondront pas aux exigences susmentionnées ne se-

ront pas examinées.

Les résultats des enchères seront annoncés le 23 mars au plus tard. Les

personnes qui seront chargées de la fourniture sont tenues de conclure avec la

direction, au bout d'une semaine au plus tard, un contrat conforme aux condi-

tions. Dans le cas contraire la direction du chemin de fer garde le nantissement

déposé et a le droit de transmettre la fourniture à une autre personne — me-

sure contre laquelle celui qui n'a pas rempli la condition susmentionnée n'a pas

le droit de réclamer.

Les nantissements déposés avant les enchères sont conservés par la direc-

tion du chemin de fer jusqu'à l'annonce du résultat des enchères; si les en-

chères n'aboutissent à aucun résultat, les nantissements seront rendus à leurs

propriétaires le 23 mars au plus tard et les enchères déclarées nulles. 577

DEMAIN LUNDI 5 MARS

COMMENCEMENT DE LA LIQUIDATION DE LA MAISON BASINIE

22, perspective Nevsky.

Cette semaine du 5 au 10 mars est exclusivement consacrée à la vente des articles d'enfants.

La princesse Alexandrine et le prince Nicolas Lobanow-Rostovsky, en annonçant la douloureuse nouvelle de la mort de leur oncle, le

PRINCE PAUL LAPOUKHINE,

décédé à Korsoun, le 24 février, prient les parents et amis du défunt prince de vouloir bien assister aux prières, qui auront lieu dimanche, 4 mars, à 2 heures, à l'église de Saint-Siméon, rue Mokhovaya.

M^{re} HÉLÈNE S. VONCL.

Dentiste Américain de New-York, reçoit tous les jours, Petite Morskaja, n° 21.

Dents artistiques, Orifabrique.

supplément des dents. 578

AUX CONNAISSEURS.

Un superbe billard, en bois de chêne massif avec

épaisse ardoise anglaise et accessoires, pour la partie

russe, etc. Noyé pécouluk, n° 8, escalier de pa-

rade, logement n° 36; de 11 à 4 heures. 388

A VENDRE

un petit chien blanc de race havanais. S'adresser

persp. Izmailovsky, maison n° 15, log. n° 5, m. 692

100 R. DE RÉCOMPENSE

à la personne qui rapportera une marguerite

en brillants, qui a été perdue jeudi 1^{er} mars,

entre la Petite-Morskaja et l'entrée du théâtre

Berg. — S'adresser Petite-Morskaja, n° 5, ap-

partement n° 1, où l'on recevra ladite récom-

pense. 604

LE DEPOT GÉNÉRAL

DE MON

EAU ANATHÉRINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de **MM. Stoll & Schmidt,**

à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnoi pé-

rouk, maison Kononow. 1

Prix du flacon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

méd. dentiste de la cour imp.-royale.

GUANO DU PÉROU.

Le Guano péruvien se vend à présent aux

prix modérés suivants: importé du Pérou:

à 1 r. 98 c. le poud en quantité de 30 à 1,300

pouds;

à 1 r. 82 c. le poud en quantité de 1,300 pouds

et au-delà.

Le Superphosphate de guano

du Pérou

en poudre très fine et tout de suite employa-

ble à vos garanties d'une contenance de:

9 à 10 0/0 d'azote préservé contre la volatili-

sation et d'environ 10 0/0 d'acide phospho-

rique soluble:

à 2 r. 25 c. le poud brut en quantité de 30

à 900 pouds;

à 2 r. 20 c. le poud brut en quantité de 900

à 1,300 pouds;

à 2 r. 14 c. le poud brut en quantité de 1,300

pouds et au-delà, les sacs y compris payables

comptant sans aucune déduction pour tare

ou bon poids.

S'adresser pour des renseignements plus

complets au bureau de **MM.**

Wycken et Co

St-Petersbourg 1873. Quai Anglais, n° 36

MM. HERMANN & GROSSMANN

Grand dépôt de pianos et mélodions étrangers,

SOUS LA DIRECTION ARTISTIQUE

DE

M. Théodore Léchéitzky

Professeur au conservatoire de St-Petersbourg,

Place Michel (Italienskaja), maison Ouroussow (ci-devant Lazarev), n° 13,

Ont l'honneur de recommander à la bienveillance du public un grand choix d'instruments des fabriques les plus renommées, telles

que: **Bechstein, Blüthner, Rönisch (Allemagne), Steinway (Amérique), Erard, Pleyel, Alexandre, Debain**

(France), **Bösendorfer, Schreiber (Vienne), etc.** La maison possédant le droit exclusif d'achat et de vente d'instruments

des plus célèbres fabricants pour ses dépôts de St-Petersbourg et de Varsovie, est en état de vendre aux prix les plus modérés.

Salon pour la location de pianos et mélodions.

Remarque. Les personnes ayant conservé un instrument en location pendant plus de six mois, et désirant l'acheter,

paient le prix convenu, avec la déduction de la moitié de la somme versée pour la location.

Expédition soignée dans toutes les villes de l'intérieur.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE VIENNE EN 1873.

Les personnes qui ont l'intention d'aller à l'exposition de Vienne ressentent vivement le besoin de connaître d'avance le genre de vie qu'on

mène à Vienne, la ville elle-même et ses alentours: il y a peu de gens qui ont les moyens de se procurer des guides. Pour venir en aide à cette

nécessité urgente on n'a qu'à s'adresser à **MM. Dillinger et Conrath** à Vienne, qui viennent de publier un ouvrage intitulé:

Guide et Album. Souvenir de l'Exposition universelle de Vienne,

ouvrage qui, grâce à son riche contenu, ses illustrations et ses cartes, au nombre de 43, trace un tableau vivant et complet de la capitale de l'Aut-

riche. Les noms du **D^r Art. de Hoven, d'Emile Mario, Vaccaro, du D^r Guillaume Angerstein,** qui ont collaboré à cet ouvrage, répondent pour le

mérite du livre, qui peut non seulement être mis au nombre des acquisitions nécessaires à quiconque se rend à Vienne, mais aussi peut servir d'orne-

ment à chaque bibliothèque, à chaque salon. — Ayant acquis le droit exclusif pour la vente de ce livre en Russie prenant en considération que le

nombre de ses exemplaires est limité et qu'il se vend avec une rapidité extrême, le soussigné prend la liberté de s'adresser à la haute noblesse et

à l'honorable public en les priant de bien vouloir lui donner leurs commandes d'avance. Les exemplaires allemands peuvent être reçus dans trois

semaines, les exemplaires français et anglais pas avant les premiers jours du mois de mai. Un exemplaire modèle est exposé dans mon bureau.

Le prix de chaque exemplaire relié en toile est de 4 r. Les libraires et les revendeurs jouissent d'une certaine remise.

Le guide paraîtra au nombre de 130,000 exempl.; il parcourt tout l'univers, ce qui offre des avantages incontestables aux personnes

qui voudraient y placer leurs insertions. Tout en priant **MM.** les industriels, les fabricants et les propriétaires des hôtels de prendre cela en

considération je suis obligé de leur faire part que le peu de temps dont je dispose ne me permet pas de venir leur offrir mes services person-

nellement et de les prior par conséquent de vouloir bien m'adresser leurs commandes par écrit ou de m'honorer de leur visite.

C. DE BOBILEW.

Vis-à-vis du Petit Théâtre, maison Tchélschew, comptoir et magasin, n° 5, à MOSCOU.

Imprimerie **RAKKA** à PÉTERSBOURG (Journal de St-Petersbourg) Maximilianovsky pérouk, maison Dusan, n° 15.